

Eugène Varga

Article publié au 2^e trimestre de 1926 dans

La Correspondance Internationale

La Correspondance Internationale, 28 mai 1926, n°66, pp. 741-767

SOMMAIRE

La Situation Economique Mondiale au premier trimestre 1926

1. – *Aspects généraux*

Le chômage.

La situation des changes.

Le cours international de» prix.

La crise de l'industrie houillère.

L'industrie métallurgique.

Le problème des prix des céréales.

Le problème des dettes interalliées et des réparations.

II. — *La situation économique des principaux pays*

Allemagne.

Pologne.

Italie.

France.

Angleterre.

Etats-Unis.

III. - *Amérique du Sud*

Amérique latine.

Brésil.

Argentine.

Chili.

La Situation Economique Mondiale au premier trimestre 1926

par Eugène Varga

I. -ASPECTS GENERAUX

La situation de l'économie mondiale manifeste, au cours de ce premier trimestre, un développement inégal.

Aux Etats-Unis : la période de prospérité continue et la production augmente. Mais, il existe déjà des symptômes d'une crise imminente : grands krachs à la Bourse des valeurs, difficultés dans l'industrie automobile, diminution des commandes du trust de l'acier, etc...

Angleterre : Amélioration très lente de la situation économique, principalement dans l'industrie houillère, par suite des subventions gouvernementales, amélioration qui paraît cependant menacée par le conflit existant entre les mineurs et les propriétaires miniers.

Allemagne : Continuation de la crise économique. On ne constate que quelques petits symptômes d'amélioration, quoiqu'il soit douteux qu'il s'agisse là d'une amélioration réelle.

France : La dépréciation du franc se poursuit. La période de prospérité continue en apparence, mais le fait que le bilan du commerce extérieur fut très déficitaire au cours des premiers mois de l'année, indique un tournant dans la situation économique. La solution de la crise financière, obtenue après plusieurs mois de négociations, n'est qu'une solution apparente, étant donné que la dépréciation du franc aura nécessairement pour résultat un fort déficit du budget.

Italie : Premiers symptômes d'une aggravation de la situation. Augmentation du chômage.

Pologne : Dépréciation du zloty, malgré les mesures énergiques prises par le gouvernement en vue d'obtenir un bilan actif du commerce extérieur, chômage colossal, crise du Trésor, décomposition presque complète de la vie économique. Remarquons ici que l'inflation concorde avec une aggravation considérable du chômage, par conséquent inflation sans conjoncture d'inflation.

Dans les autres pays d'Europe, la situation reste à peu près la même. L'amélioration de la situation économique dans un certain nombre de pays est compensée par l'aggravation de la situation dans d'autres pays. Il semble que l'on puisse attendre pour le prochain avenir une lente amélioration de la situation économique en Allemagne et aussi en Angleterre, à moins que n'éclate une grève dans les mines, sans que d'ailleurs le chômage disparaisse dans ces deux pays. La situation en France, en Belgique, en Italie et en Pologne dépendra avant tout de la situation financière. Elle dépendra également de la récolte. Mais il ne faut pas s'attendre pour l'année courante à une amélioration générale. S'il se confirme, ce qu'on annonce de divers côtés, que la crise éclatera bientôt aux Etats-Unis, cette crise peut amener une aggravation générale de la situation économique dans les pays d'Europe.

Le chômage

Nous donnons ci-dessous le tableau sur l'état du chômage dans un certain nombre de pays :

Pourcentage de chômeurs parmi les ouvriers syndicalement organisés

	Angleterre	Belgique	Hollande	Danemark	Norvège	Suède	Allemagne
1923	17,7	3,9	19,3	21,8	16,1	20,5	4,2
1924	8,9	3,8	22,4	21,6	13,5	13,6	26,5
1925	9,0	6,1	14,5	16,9	11,9	14,8	8,1
1926	10,6	8,1	17,0	31,1	---	15,9	22,6

La situation des changes

Les modifications dans le cours des monnaies ont été relativement petites, pendant la période du rapport, à l'exception des monnaies française, belge et polonaise.

La monnaie française a continué son mouvement de chute, presque sans arrêt ; au cours des trois derniers mois, elle a perdu 15 % de sa valeur. Au sujet des causes de cette dépréciation, nous ne pouvons que répéter ce que nous avons déjà dit à plusieurs reprises, mais nous voulons indiquer deux causes nouvelles ;

a) Le bilan du commerce extérieur de la France a été fortement passif au cours des premiers mois de l'année;

b) La suppression momentanée du déficit du budget n'a pas amélioré le cours du franc.

La chute du franc belge est survenue d'une façon aussi brusque que la chute du zloty il y a six mois. Le cours du franc belge était complètement stable depuis six mois. On espérait parvenir, à l'aide d'un emprunt étranger, à stabiliser le cours du franc belge au niveau qu'il avait atteint alors.

Mais nous avons vu, dans notre précédent rapport, que les banquiers américains, ont posé, pour accorder des emprunts, des conditions inacceptables ; telles qu'une forte diminution du budget, déclaré non réductible par le gouvernement, la remise des chemins de fer d'Etat à des sociétés privées, etc...

Il n'est pas encore possible de donner un tableau parfaitement clair de la façon dont ce krach s'est produit, mais on peut, dès à présent, indiquer un certain nombre de facteurs.

1° Par suite de la stabilisation de la monnaie, la situation de l'industrie belge s'était aggravée par rapport à l'industrie française, favorisée par la chute du franc. C'est pourquoi une partie de la bourgeoisie belge était opposée à la stabilisation définitive ;

2° La social-démocratie craignait les conséquences politiques du chômage que provoquerait inévitablement la stabilisation. Elle était donc, elle aussi, opposée à la stabilisation ;

3° *Les ressources étrangères* mises à la disposition du gouvernement belge, en vue de la stabilisation provisoire de la monnaie, étaient complètement épuisées ;

4° Les banquiers anglo-américains aggravèrent les conditions des emprunts. Ils ont catégoriquement réclamé la remise des chemins de fer d'Etat à des sociétés privées et leur contrôle par les banquiers comme en Allemagne. Ils réclamèrent, en outre, comme sécurité, l'affermage d'un

certain nombre de revenus coloniaux. On ne peut encore dire ce qu'on se propose par là. Il est probable que les Américains veulent préparer la pénétration du Congo belge. Enfin, le consortium a annoncé une diminution des crédits précédemment promis.

Dans ces conditions, commença à l'intérieur du pays, une forte demande de devises étrangères. La Banque fut hors d'état de satisfaire cette demande, et c'est ce qui fit que le cours du franc belge tomba de 15 % en quelques heures. Actuellement, les cours manifestent une ligne descendante.

Sans un grand emprunt étranger, il est impossible de stabiliser la monnaie belge. C'est pourquoi le pays devra, bon gré malgré, se soumettre à la volonté des banquiers anglo-américains.

La monnaie polonaise s'était à peu près maintenue depuis quelques mois, au cours de 8 zloty pour un dollar, soit une dépréciation d'environ 60 %. Au début d'avril, on assista à une nouvelle chute du zloty, de sorte que la dépréciation est actuellement de plus de 50 %. [?]

Le cours international des prix

L'index des prix du commerce extérieur dans les pays à monnaie stable, a manifesté au cours des trois derniers mois une tendance à la diminution. Cette tendance s'est manifestée tout particulièrement en Angleterre où, au cours des cinq derniers mois, les prix ont diminué d'environ 5 %. Il en a été de même en Allemagne et aux Etats-Unis.

Il n'est cependant pas possible d'en tirer des conclusions quelconques, étant donné que ces chiffres ne sont qu'une moyenne des prix des denrées alimentaires et des matières premières les plus importantes, et qu'on ne doit les comparer qu'avec les grandes réserves,

La crise de l'Industrie houillère

la crise de l'industrie houillère européenne s'est poursuivie au cours du premier trimestre 1926, La situation s'est plutôt aggravée qu'améliorée. La cessation de la grève américaine des mines d'anthracite a de nouveau enlevé certaines possibilités d'exportation à l'industrie houillère anglaise, la concurrence sur le marché européen du charbon en a donc été aggravée.

Nous ne répéteront pas ici quelles sont les causes de cette crise de l'industrie houillère. Nous nous contenterons de donner ci-dessous le tableau de la production houillère dans les principaux pays :

Production mondiale en millions de tonnes

Moyenne mensuelle	Angleterre	Allemagne	France	Pologne	Belgique	Tchéco-slovaquie	Etats-Unis	Total
1913	24,3	11,7	4,5	3,0	1,9	1,2	43,1	92,7
1923	23,5	5,2	4,0	3,0	1,9	1,2	42,9	87,9
1924	22,6	9,9	4,9	2,7	1,9	1,2	42,3	85,6
1925	20,6	11,1	5,1	2,4	1,9	1,1	44,2	86,4
1925 (déc)	22,0	11,4	5,2	2,5	1,9	1,2	48,1	--

1926 (janv)	21,9	11,2	5,3	2,5	2,0	1,2	48,8	--
1926 (fév)	21,9	10,6	5,1	--	1,9	1,0	44,1	--
1926 (mars)	21,7	11,4	--	--	--	--	--	--

La situation dans l'industrie houillère anglaise est naturellement influencée par le conflit menaçant dans les mines anglaises. Au cours des trois derniers mois, les affaires ont été relativement bonnes, le nombre des ouvriers occupés a augmenté. Cela s'explique en partie par le fait que les consommateurs, en prévision du conflit menaçant, ont augmenté leur demande de charbon.

En Allemagne, la situation s'est aggravée. Alors qu'au cours du second semestre 1925, la demande a dépassé l'offre, le contraire s'est produit au cours des trois premiers mois de 1926. Du 28 mars au 3 avril, 46 000 mineurs ont dû chômer dans la Ruhr par suite du manque de débouchés. On se propose de licencier encore 50 000 mineurs. Les propriétaires des mines attendent la solution du conflit anglais dans l'industrie minière et ajournent les licenciements pour pouvoir utiliser le plus possible la situation. Quand ce licenciement aura été réalisé les mines de charbon de la Ruhr occuperont 100 000 mineurs de moins qu'avant la guerre. En même temps, la production n'a que très peu diminué. On voit que l'assainissement des mines de charbon de la Ruhr a été réalisé nettement aux dépens des ouvriers.

La situation de l'industrie minière belge est également très dure, les capitalistes se plaignent des lourds impôts qui pèsent sur eux et des salaires élevés.

La situation dans l'industrie minière tchécoslovaque s'est fortement aggravée.

Les exportations de lignite, qui étaient en 1913 de plus de 7 millions de tonnes, sont tombées, en 1925, à 2,3 millions de tonnes. Les tentatives de création d'un consortium international en vue de régulariser le marché du charbon sont préconisées surtout par les leaders ouvriers de droite. Cette propagande a pour but de faire accepter l'aggravation des conditions de travail dans les différents pays comme le résultat de l'échec d'un accord international.

L'Industrie métallurgique

La situation de l'industrie du fer et de l'acier s'est améliorée un peu, quoique très lentement, au cours des trois derniers mois, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

Production du fer brut

(en mille tonnes)

Moyenne mensuelle	Angleterre	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg	Etats-Unis
1913	869	207	434	1 609	212	2 601
1918	768	---	109	989	106	3 260
1921	222	73	280	654	81	1 401
1922	415	134	427	783	140	2 276
1923	630	182	442	411	117	3 392
1924	620	234	638	651	181	2 634
1925	528	212	706	848	195	3 082
1926(jan)	542	138	763	689	204	3 970
1926(fev)	510	202	707	631	185	3 485
1926(mar)	578	---	---	---	---	----

Production de l'acier

Moyenne mensuelle	Angleterre	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg	Etats-Unis
1913	649	205	396	1 578	101	2 564
1918	812	—	151	1 248	73	3 645
1921	314	66	259	833	64	1 628
1922	498	130	373	970	117	2 967
1923	719	19U	415	525	100	3 682
1924	696	238	576	820	157	3 103
1925	626	201	618	1 016	174	3 741
1926(jan)	651	116	666	791	174	4 220
1926(fév)	715	167	630	816	170	3 856
1926(mar)	794	—	—	950	--	--

Il est important de remarquer que la capacité de production dans les principaux pays producteurs de fer et d'acier, à l'exception des Etats-Unis, n'est utilisée qu'en partie. C'est ainsi qu'en Allemagne le syndicat de l'acier ne travaille qu'avec 65 % de sa capacité. Il en est de même en Angleterre et en Belgique. Ce n'est qu'en France que la situation est un peu meilleure. Aux Etats-Unis, au cours du premier trimestre, l'industrie travaillait encore avec sa pleine capacité de production. Mais la demande a diminué, les commandes du trust de l'acier ont été réduites dès le troisième mois et il est à prévoir qu'au cours des prochains mois il se produira une forte diminution de la production.

Les négociations en vue de la création d'un cartel international du fer se sont poursuivies sans donner de résultats positifs. Dans la plupart des pays, à l'exception de l'Angleterre, l'industrie du fer est fortement cartellisée. Il s'agit d'étendre cette cartellisation au marché international. Mais ces tentatives se sont heurtées à la résistance des industriels anglais, qui ne possèdent pas de cartel intérieur. Les Etats-Unis manifestent également un intérêt médiocre pour un accord international, étant donné qu'ils ne participent à l'exportation qu'avec un tout petit pourcentage de leur production, soit 1 million et demi de tonnes, sur une production annuelle de plus de 80 millions de tonnes.

L'initiative des négociations a été prise par les Allemands, qui s'efforcent avant tout d'arriver à un accord avec la France, la Belgique et le Luxembourg. Cet accord a été réalisé le 16 juin 1925, au moyen du pacte luxembourgeois du fer. Mais cet accord n'a pas été appliqué, du fait que les concessions demandées en faveur de l'industrie mécanique allemande, comme contrepartie pour la diminution des droits de douane sur le fer et l'acier lorrain, ont bien été promises, mais non appliquées. Les négociations continuent.

La résistance opposée à la conclusion d'un accord international par l'industrie métallurgique américaine est fondée sur la loi contre les trusts. La *Frankfurter Zeitung*, du 13 mai 1926, écrit :

« Les véritables raisons de l'attitude des Américains et des Anglais sont tout autres. Elles sont déterminées par la crise menaçante des Etats-Unis qui, étant donné le rôle prépondérant qu'ils jouent dans l'économie mondiale, peut devenir une crise internationale gigantesque. C'est pourquoi les efforts des industriels américains en vue de rendre la capacité de production et la politique des prix de l'industrie métallurgique anglo-américaine indépendante du continent et d'avoir leur liberté de mouvement dans la lutte, entraîneront une crise. Leur résistance s'appuie sur forte base matérielle qui leur permettra de tenir facilement en cas de crise économique générale. »

Ces lignes contiennent tout le problème des cartels internationaux. Les antagonismes d'intérêts entre les groupes industriels nationaux sont tels qu'ils ne peuvent être surmontés qu'avec les plus grandes difficultés, parce que la bourgeoisie de chaque pays veut utiliser les difficultés du pays voisin. Cela ne signifie pas que les tentatives de création d'un cartel international aient définitivement échoué. Car l'aggravation de la crise rend de plus en plus nécessaire la conclusion d'un accord de l'industrie du fer des pays de l'Europe continentale.

Le cartel international du rail, qui existait avant la guerre, paraît à la veille d'être conclu.

L'accord franco allemand [sur la potasse] continue à fonctionner, mais il se heurte à la résistance des Américains. Le Sénat américain a voté des crédits importants en vue de rechercher des dépôts de potasse au Texas, mais, en attendant, le cartel est le maître de la situation.

On est également en train de constituer un syndicat mondial du cuivre sous la direction américaine. L'Amérique produit 80% de la production mondiale de cuivre et les producteurs du cuivre des Etats-Unis ont entamé des négociations avec les plus grands producteurs de cuivre africain en vue de fixer les prix.

Un trust du zinc de l'Europe Orientale est à la veille d'être constitué, sous la direction de Harriman. Les mines de zinc de la Silésie tant allemande que polonaise, ont déjà été achetées par Harriman. Eu outre, Harriman a acquis une participation à la Société d'escompte de la Basse-Autriche et, par elle, à la Société minière Alpine.

Des négociations ont été engagées entre les industriels luxembourgeois, français et belges en vue de la constitution d'un syndicat Thomas Schlacke.

Des négociations ont été engagées pour la constitution d'un syndicat européen des fabricants de câbles ; d'autres pour la constitution d'un syndicat international de la colle ; d'autres encore, en vue d'un cartel des fabricants anglais, belges et allemands de benzol, etc...

Nous voyons donc que le mouvement de cartellisation internationale est assez intense, mais jusqu'à présent les résultats obtenus sont assez médiocres.

Le problème des prix des céréales

Le cours des prix des céréales, dans les derniers mois, ne permet pas encore de dire pourquoi les prix des céréales sont si élevés, cette année.

D'une façon générale, les prix manifestent une tendance à la baisse au cours du premier trimestre 1926. Cependant, dans les premières semaines d'avril, les prix paraissent vouloir suivre une courbe ascendante, particulièrement aux Etats-Unis.

Quels sont les nouveaux facteurs qui sont apparus au cours de ces derniers temps ?

Tout d'abord une réduction de la quantité de froment destiné à l'exportation, par rapport aux estimations d'octobre. L'Institut de Rome évaluait les quantités de froment destiné à l'exportation à 215 millions de doubles quinaux en octobre. D'après les dernières estimations, cette quantité a été réduite à 200 millions de doubles quinaux. L'Institut évalue les besoins d'importation des pays importateurs les plus importants d'Europe à 145 millions de doubles quinaux en 1923-1924 et à 120 millions en 1924-1925.

La consommation du froment manifeste une tendance à l'augmentation. Mais les prix de

l'année courante sont considérablement plus élevés que ceux de l'année 1923-1924. C'est pourquoi on peut admettre que les besoins d'importation n'atteindront pas 145 millions de doubles-quintaux, mais oscilleront entre 120 à 140 millions. A cela, il faut ajouter 30 à 40 millions de doubles quintaux pour les importations des pays situés hors d'Europe et des plus petits pays importateurs d'Europe. A un excédent d'exportation de 200 millions de doubles quintaux, s'oppose un besoin d'importation de 170 millions de doublet quintaux. Nous voudrions ajouter que le chômage considérable en Europe a considérablement diminué la consommation du froment. C'est ce qui rend d'autant plus incompréhensibles les prix élevés.

Les journaux indiquent comme cause de la hausse des prix au cours de la première quinzaine d'avril la diminution des départs de bateaux provenant des pays d'outre-mer et citent des chiffres d'après lesquels, contrairement aux calculs de l'institut de Rome, le ravitaillement de l'Europe, pour la période allant jusqu'à la prochaine récolte, ne serait pas assuré, ce qui laisse à prévoir qu'il faut s'attendre à une nouvelle hausse des prix du froment.

Il faut encore indiquer les tendances suivantes :

a) Les importations des pays d'outre mer : Asie Orientale, Brésil, etc... augmentent rapidement. Jusqu'à la fin du mois de février, 16 millions de boisseaux de froment canadien ont été exportés en Asie Orientale, contre 3 millions au cours de l'année dernière et 8,5 million» en 1923-24;

b) Les exportations de froment des pays balkaniques sont restées jusqu'à présent très inférieures aux évaluations officielle».

Il est certain que le cartel canadien du froment joue un rôle très important dans la hausse des prix du froment. D'après les estimations de l'Institut de Rome, sur les 200 millions de doubles quintaux disponibles cette année pour l'exportation, 84,5 millions de doubles quintaux proviennent du Canada. La concentration d'une telle quantité de froment aux mains d'un seul vendeur contribue certainement à élever les prix au-dessus du niveau qui se constituerait en cas de libre concurrence. Nous croyons que l'existence du cartel canadien est l'une des causes les plus importantes de la hausse actuelle des prix du froment.

Nous remarquerons encore qu'il faut s'attendre au développement de ce cartel canadien au cours des prochaines années. Ce cartel travaille en qualité de coopérative, achète le froment aux fermiers à un prix minimum garanti et retourne les bénéfices aux fermiers à la fin de la campagne, de telle sorte que les fermiers, qu'ils vendent tôt ou tard, reçoivent le même prix pour leur froment. Ils n'ont donc pas besoin de se livrer à la spéculation, ne sont pas exposés aux ruses des intermédiaires et reçoivent les plus hauts prix possibles.

Le succès du cartel canadien entraînera certainement la constitution d'un cartel semblable en Australie, où la situation est la même. Etant donné que l'exportation de l'Union Soviétique est également concentrée dans une seule main, le marché mondial du froment présentera, dans quelques années, un tableau tout à fait étrange

Prévisions pour l'année prochaine

Il n'est pas encore possible d'apprécier d'une façon absolue les perspectives de la prochaine récolte. Nous n'avons, pour le moment, à notre disposition, que les chiffres concernant la surface des terrainsensemencés en automne pour un certain nombre de pays. Le tableau ci-dessous montre le pourcentage des surfacesensemencées, par rapport à l'année dernière :

	Froment d'hiver	Seigle d'hiver
France	97,7	98,8
Italie	102,7	--
Pologne	101	10,7
Roumanie	96,1	---
Etats-Unis	99	83,8
Indes	92,1	---

La forte diminution des surfaces ensemencées de seigle aux Etats-Unis est une réaction contre la baisse des prix. La diminution des surfaces ensemencées en froment en France et en Roumanie montre la mauvaise situation économique ces pays.

Le problème des dettes interalliées et des réparations

Le problème des dettes interalliées est au premier plan de la politique internationale. Les dettes interalliées sont utilisées par les Etats-Unis comme arme dans la lutte pour l'hégémonie mondiale.

L'auteur d'un livre très intéressant, paru dernièrement en Amérique et intitulé : *Les dettes interalliées et l'Amérique*, calcule que le paiement annuel de 45 millions de dollars, représenterait moins d'un pour cent de la valeur de la production annuelle des Etats-Unis. Il est donc clair que le versement de cette somme n'a pas une grande importance pour l'économie des Etats-Unis. Si donc, le paiement des dettes interalliées est réclamé avec une telle insistance par les Etats-Unis, c'est qu'il y a à cela des raisons politiques et non économiques.

Mais si le paiement des dettes interalliées n'a pas une grande importance économique pour les Etats-Unis, il constitue une lourde charge pour les pays débiteurs. D'après les calculs américains, le pourcentage des impôts sur le revenu national s'élève, dans les pays suivants :

	1913-1914	1923-1924
Etats-Unis	6,4	11,5
Grande-Bretagne	11,2	23,2
France	13,3	20,9
Italie	12,8	19,2
Belgique	7,8	17,0

D'après cette statistique, les impôts, non compris les paiements au compte des dettes interalliées, s'élèvent à plus de 1/5 du revenu total. A cela, il faut ajouter les charges imposées par les intérêts et l'amortissement des dettes.

En exigeant le paiement des dettes de guerre, la bourgeoisie américaine, veut obliger ses débiteurs à désarmer et à se soumettre à sa volonté.

A ce point de vue, s'en oppose un autre, selon lequel l'assainissement et le rétablissement économique de l'Europe ont une plus grande importance que le paiement des dettes. Le Secrétaire d'Etat américain aux Finances, Mellon, déclare : « Toutes les dettes interalliées ont moins de valeur pour le peuple américain qu'une Europe capable d'acheter les produits de l'Amérique ». C'est pourquoi Mellon défend le principe du règlement des dettes d'après les capacités de paiement.

Mais ce qui est décisif pour l'issue des négociations sur le paiement des dettes interalliées, ce ne sont pas tant les arguments que les rapports de force. A ce point de vue, la position de la France

est très mauvaise. Celle-ci ne peut pas stabiliser sa monnaie sans un grand emprunt étranger et elle ne pourra pas obtenir cet emprunt tant qu'elle ne réglera pas la question de ses dettes à l'Amérique, qu'elle ne réduira pas ses armements militaires et qu'elle ne se soumettra pas, dans le domaine de la politique extérieure, à la volonté des Etats-Unis.

En attendant, les paiements de réparations allemands se font régulièrement sans difficulté. Au cours de la deuxième année d'exécution du plan Dawes, 602,7 millions de dollars ont été versés. Avec la somme restante de 107 millions de marks, on aura donc versé 710 millions de marks environ, dont 55,9 millions pour les frais d'occupation, 376,3 millions comme livraison en nature, 135,3 millions pour la taxe d'exportation, 57,2 millions pour le service des emprunts étrangers et 60,7 millions en argent comptant.

Il semble donc que tout va bien. Le transfert se fait sans difficulté. La monnaie est stable, les réserves d'argent et de devises de la Reichsbank augmentent. Il semble que la bourgeoisie allemande veuille manifester sa bonne volonté, dans l'espoir de pouvoir obtenir, avec l'aide de l'Amérique, une révision du plan Dawes. Déjà, la section américaine de la Chambre Internationale du Commerce constate, dans un rapport sur la situation économique de l'Allemagne, que l'Allemagne ne pourra payer, ni les réparations prévues dans le plan Dawes, ni les intérêts des emprunts étrangers.

Il semble donc qu'un front unique se soit constitué entre la bourgeoisie financière américaine et la bourgeoisie allemande, en vue de diminuer rapidement les charges prévues par le plan Dawes.

II. - LA SITUATION ECONOMIQUE DES PRINCIPAUX PAYS.

ALLEMAGNE

La crise économique qui a éclaté en Allemagne au cours de l'automne 1925 s'est poursuivie sans modification essentielle au cours du premier trimestre 1926.

La gravité de la crise apparaît principalement du point de vue de la classe ouvrière. Elle paraît moins grave si l'on envisage le volume de la production. Elle l'est encore moins du point de vue de la rentabilité des entreprises.

Le chômage

Le chômage n'a pas diminué au cours du premier trimestre 1926, comme l'indiquent les

chiffres suivants :

	Chômeurs recevant un secours	Pourcentage des chômeurs dans les syndicats	Pourcentage des chômeurs partiels dans les syndicats
1925 Janvier	593 000	8,1	5,1
1925 Mars	466 000	5,8	5,1
1925 Juin	195 000	3,5	5,2
1925 Décembre	1 499 000	19,4	19,1
1926 Janvier	2 031 000	22,6	22,6
1926 Février	2 056 000	22,0	21,6
1926 Mars	1 942 000	--	--

La diminution du nombre des chômeurs de 114 000 de février à mars est si petite qu'elle peut être attribuée à des causes d'ordre technique. Il ne faut pas en conclure à une amélioration de la situation. Au contraire, le nombre des chômeurs dans le bâtiment et dans d'autres branches d'industrie, où le travail se fait en plein air, a dû diminuer considérablement, ce qui ressort de l'augmentation du chômage dans d'autres branches d'industrie. Les pourcentages du chômage, au mois de février, dans les syndicats les plus importants, sont les suivants :

	Chômeurs complets		Chômeurs partiels	
	Janvier	Février	Janvier	Février
Métallurgistes	18,8	20,4	32,8	30,8
Textile	13,1	17,1	46,3	50,0
Travailleurs du bois	32,3	32,7	24,5	24,4
Chaussure	37,7	40,3	46,9	45,1
Habillement	32,9	31,3	44,8	41,9
Bâtiment	52,1	40,2	0,1	0,1
Industrie du tabac	27,8	30,8	43,5	41,9

Un certain nombre d'organes capitalistes mènent une violente campagne contre les allocations de chômage.

Il faut s'attendre, au cours des mois prochains, à une diminution du nombre des chômeurs.

La production

Les chiffres de la production dans l'industrie lourde sont les suivants :

	Anthracite	Lignite	Coke	Fer	Acier
	(millions de tonnes)		(mille tonnes)		
1925 Moyenne mens.	11,1	11,6	--	848	1 016
1925 Janvier	11,2	12,2	2 108	689	791
1926 Février	10,5	10,8	--	631	816
1926 Mars	11,4	--	--	-	950

La production de charbon et surtout de fer et d'acier est très inférieure à celle de l'année dernière. La situation de ces deux branches d'industrie est mauvaise, mais toutefois pas aussi mauvaise que l'affirment les capitalistes.

Au mois de mars, il s'est produit une légère amélioration dans l'industrie du fer, qui semble

cependant menacée à nouveau par la dépréciation du franc français et du franc belge.

En ce qui concerne les autres branches d'industrie, nous ne disposons que de rapports très généraux. A peu d'exceptions près, ces rapports sont très défavorables. Dans le bâtiment, il ne s'est pas produit l'amélioration attendue. La situation dans l'industrie mécanique est, en général, mauvaise. Dans la construction de machines, au mois de mars, 91 % des entreprises seulement étaient partialement occupées. La construction des locomotives et des wagons diminue.

Dans l'industrie automobile, la situation est un peu meilleure ; dans l'industrie électrotechnique et dans l'industrie chimique, elle est relativement bonne. Dans l'industrie textile ainsi que dans celle du cuivre, elle est mauvaise.

La situation de l'Agriculture

Les agrariens se plaignent beaucoup des difficultés de la situation de l'agriculture. En fait, l'écart des ciseaux est très grand, ainsi qu'il ressort des chiffres suivants de l'Office statistique d'Etat :

Indice du commerce de gros (1913 = 100)

	Indice général	Produits agricoles	Céréales et pommes de terre	Produits industriels
1925 Janv.	138,0	137,0	133,0	140,0
1925 Juin	134,0	133,0	129,0	135,0
1925 Sept.	126,0	118,0	106,6	135,0
1925 Déc.	121,5	116,2	103,0	131,4
1926 Janv.	120,0	114,5	101,0	130,4
1926 Fév.	118,4	112,4	98,0	129,5
1926 Mars	118,3	113,1	99,4	128,0

Les prix des céréales et des pommes de terre sont donc inférieurs à ceux de 1913, particulièrement les prix du seigle.

C'est pourquoi, des efforts sont faits en vue d'augmenter les prix au moyen d'une élévation des douanes sur les produits agricoles.

L'agriculture allemande intensifie très fortement ses méthodes d'exploitation. La *Deutsche Allgemeine Zeitung*, du 9 avril 1926, écrit ce qui suit :

« L'intensification de notre agriculture a fait de grands progrès en 1925. En ce qui concerne, notamment, l'utilisation des engrais artificiels, elle dépasse de beaucoup les chiffres d'avant-guerre. Alors que dans les limites du territoire actuel de l'Allemagne, la consommation de l'acide azotique, en 1913-1914, s'élevait à 185 000 tonnes, celle de l'acide phosphorique, à 555 000 tonnes, et celle de la potasse à 490 000 tonnes, les chiffres correspondants pour l'année 1924-25 s'élèvent à 340 000 tonnes d'acide azotique, à 371 000 tonnes d'acide phosphorique et à 663 000 tonnes de potasse. »

Il est intéressant de constater que le bas niveau des prix du seigle et des pommes de terre fait naître de nouveau chez les agrariens l'idée d'une grandiose politique de colonisation. Ils veulent céder les parties non rentables de leurs propriétés à des colons paysans. L'Etat devra fournir les ressources nécessaires.

La Bourse et le marché de l'argent

La hausse du cours des actions est en contradiction avec la crise économique qui pèse sur l'Allemagne.

Le mouvement des cours est extraordinairement grand : tandis qu'à la fin du mois de décembre, 10 % seulement de toutes les actions étaient à 100 % et au-delà, il y en avait à la fin de mars 25,6 %, et le nombre de actions dont le cours était au dessous de 50 % est tombé de 46,4 à 24,2.

L'une des causes de cette forte hausse des cours est, sans aucun doute, l'augmentation de la circulation des valeurs à court terme. Nous avons déjà indiqué qu'en février les banques allemandes ont placé 30 millions de dollars dans des banques américaines. Cet argent a afflué à la Bourse et contribué à hausser le cours des valeurs. On peut se demander seulement si c'est là la seule cause de la hausse ou si la bourse escompte l'amélioration de la situation économique. Une grande discussion à ce sujet est engagée dans la presse allemande. Nous pensons que l'augmentation de la circulation de l'argent est, en tout cas, une cause importante de la hausse du cours des actions.

Cette augmentation de la circulation de l'argent est une conséquence de la diminution de la production et de la baisse des prix des marchandises. C'est argent libéré par la contraction des affaires qui cherche un placement dans les caisses d'épargne et dans les banques. Précisément parce que ce n'est pas de la plus value accumulée sous forme d'argent, elle ne peut pas être employée à long terme pour l'extension de la production. D'où la contradiction suivante : excédent de valeurs à court terme, manque de capital. Ce n'est qu'au cours des derniers mois que de petites sommes ont été transformées en placement à long terme.

La Reichsbank a baissé le taux d'intérêt de 9 à 8 %, le 12 janvier 1926 ; de 8 à 7 %, le 25 mars. Mais, malgré ces diminutions successives, le taux d'intérêt de la Reichsbank est encore très élevé par rapport au taux d'intérêt de l'argent qui est de 3,5 % en Hollande et en Suisse, de 4 % en Amérique et de 5 % en Grande-Bretagne.

Le nombre des faillites a quelque peu diminué :

	Année 1925	1 ^{er} trimestre 1925	Janvier 1926	Février 1926	Mars 1926
Faillites	10 813	2 210	2 013	1 920	1 710
Contrôle sur les affaires.	5 462	731	1 428	1 465	1 426
Suppression du contrôle	2 324	535	400	427	760»

Le nombre des faillites était, avant la guerre, de 7 000 à 10 000 par an. Au cours des trois premiers mois de 1926, les faillites et les contrôles sur les affaires s'élevèrent à environ 10 000.

Le Commerce extérieur

Au cours des derniers mois, le commerce extérieur a pris la direction imposée par l'exécution du plan Dawes. Il est devenu actif.

Pour l'année 1925, le bilan du commerce extérieur montre un déficit de 3 682 millions de marks, Mais, à la fin de l'année, il commença à devenir actif, ainsi qu'il ressort des chiffres suivants (en millions de marks) :

	Importations	Exportations
Octobre 1925	1 074	845
Novembre 1925	857	792
Décembre 1925	758	794
Janvier 1926	707	795
Février 1926	662	783
Mars 1926	645	923

L'activité du bilan du commerce extérieur n'a pas été obtenue par l'augmentation des exportations, mais par la diminution des importations : elle a été avant tout, rendue possible par la bonne récolte qui a permis une diminution des importations de produits agricoles.

Le budget

Au cours de ces derniers mois, le budget montre un déficit. Il comportait (en millions de marks) :

	Recettes	Dépenses	Déficit
Novembre 1925	531	609	48(78)
Décembre 1925	540	581	41
Janvier 1926	706	732	26
Février 1926	535	570	35

La nouvelle réforme des impôts se propose de couvrir le déficit au moyen de l'augmentation des impôts de consommation.

Organisation et modifications intérieures

On peut constater les tendances générales suivantes :

- a) Renforcement du capital bancaire par rapport au capital industriel ;
- b) Renforcement de l'industrie lourde au moyen de la création de consortiums horizontaux et verticaux en face de l'industrie de transformation;
- c) Renforcement du patronat par rapport à la classe ouvrière dont le niveau d'existence est aggravé par suite du chômage.

POLOGNE

La crise économique en Pologne, qui dure depuis déjà deux ans, s'est encore aggravée au cours des derniers mois. Au début, on pouvait caractériser la crise des débouchés de l'industrie polonaise et le chômage provoqué par elle comme une crise de stabilisation. Mais la stabilisation de la monnaie polonaise a échoué. Après une période de courtes oscillations pendant le» premiers mois de cette année, une nouvelle chute s'est produite à la fin du mois de mars et le cours du dollar s'éleva en Pologne, au milieu d'avril, jusqu'à 10 et 11 zloty, soit une dépréciation de 50 %. Le plus caractéristique dans la situation actuelle, c'est que, malgré la dépréciation de la monnaie polonaise,

on ne trouve aucune trace d'une conjoncture d'inflation. Cette contra[di]ction s'explique par ce fait que la baisse du zloty n'est pas provoquée par une augmentation de la circulation de l'argent.

Nous assistons donc à une forte dépréciation de l'argent sans augmentation des moyens de circulation. C'est pourquoi il y a, malgré la baisse de la monnaie polonaise, une crise de crédit, un manque de moyens de paiement. Les prix s'adaptent rapidement au cours du zloty. Ainsi l'économie polonaise présente, à la fois, les caractères d'une crise de stabilisation, à savoir l'absence de crédit et de capital, et les caractères d'une crise d'inflation.

La chute du zloty s'est produite, bien que le bilan du commerce extérieur ait été rendu très actif par l'augmentation des exportations et la diminution des importations, ainsi que l'indique le tableau suivant (en millions de zloty) :

	1925		1926	
	Juillet	Décembre	Janvier	Février
Importations	173,3	83,5	68,5	68,9
Exportations	86,7	186,8	159,3	131,4

C'est cet antagonisme entre les prix élevés des marchandises à l'intérieur du pays, par suite de l'adaptation rapide des prix à la valeur extérieure du zloty et le manque de moyens de circulation, qui permet à l'industrie polonaise de conserver sa capacité de concurrence sur le marché mondial. L'analyse des chiffres du commerce extérieur montre que les exportations sont représentées avant tout par les produits de l'agriculture. On a tellement exporté de céréales qu'on s'attend à une crise pendant les mois qui précéderont la récolte. D'autre part, non seulement l'importation d'objets de luxe, mais aussi celle des matières premières les plus importantes de l'industrie ont été réduites à un minimum, de telle sorte que l'industrie polonaise ne peut plus travailler, par suite du manque de matières premières. C'est ce qui explique que l'industrie lourde et particulièrement l'industrie textile se trouvent actuellement dans une situation très difficile. En février, il y eut une certaine amélioration dans l'industrie lourde de la Haute-Silésie, par suite des commandes des chemins de fer et de l'Etat. Mais en mars, cette amélioration avait déjà cessé. Dans l'industrie textile, la situation est encore plus mauvaise : une partie des entreprises a été transportée à l'étranger. D'autre part, on annonce que les actions d'un certain nombre des plus grandes usines de coton de Lodz ont été achetées par les capitalistes étrangers.

Par suite de la crise, le chômage a augmenté considérablement :

Novembre 1925	219 000
Décembre 1925	262 000
Janvier 1926	314 000
Février 1926	364 000
Mars 1926	354 000

Les chiffres officiels montrent qu'environ 40 % du prolétariat industriel sont sans travail. Mais en fait, le nombre des chômeurs est considérablement plus élevé. En outre, plus de la moitié des ouvriers encore occupés ne travaillent qu'à temps réduit. Les récentes manifestations sanglantes de chômeurs montrent quelle est la misère des chômeurs en Pologne, dont une infime partie seulement reçoit une allocation de chômage tout à fait insuffisante.

Etant donné que le bilan du commerce extérieur est actif et que l'on ne se trouve pas en face d'une augmentation de la circulation intérieure de l'argent, la cause de la chute du zloty est avant tout

dans la mauvaise situation des finances de l'Etat et dans l'échec des négociations en vue de l'emprunt. D'après les chiffres officiels, le budget présente le tableau suivant, au cours des derniers mois (en millions de zloty) :

	Décembre 1925	Janvier 1926	Février 1926
Recettes	181,4	132,2	114,7
Dépenses	217,4	165,9	122,3

Le Trésor est complètement vide et l'on ne sait pas encore comment l'on pourra payer les traitements des fonctionnaires. Les négociations entre la Banque Polonaise et un groupe financier américain pour rémission d'un emprunt en Amérique contre l'affermage du monopole du tabac n'ont abouti à aucun résultat. Le professeur Kemmerer a prononcé de belles paroles sur le grand avenir de la Pologne, mais il n'a pas réussi à obtenir de l'argent. Les réserves en devises de la Banque Centrale Polonaise sont épuisées et, étant donné que les exportateurs polonais laissent à l'étranger une grande partie du bénéfice des exportations et que les valeurs étrangères sont thésaurisées à l'intérieur du pays, la demande de devises, malgré le bilan actif du commerce extérieur dépasse considérablement l'offre, provoquant ainsi la dépréciation du zloty. Au mois de février, la Banque Polonaise reçut de la banque d'Angleterre un prêt d'un million de livres sterling contre un dépôt d'or pour pouvoir couvrir les besoins de devises. On espérait pouvoir ainsi fixer le zloty au cours de 7,30 % pour un dollar, mais cette attente ne fut pas réalisée.

C'est ainsi que la situation économique de la Pologne est extraordinairement difficile. On peut parler de la dissolution de tout le mécanisme économique de la Pologne ; il est particulièrement intéressant de savoir si cette combinaison de symptômes de crises, tant d'inflation que de déflation, est purement accidentelle ou si de semblables phénomènes apparaîtront dans d'autres pays, en cas de dépréciation de la monnaie après une stabilisation provisoire.

ITALIE

La conjoncture favorable que l'économie italienne et, en particulier, l'industrie italienne ont connue ces dernières années, paraît être arrivée à un tournant. Des symptômes d'aggravation de la situation économique se manifestent de différents côtés. C'est ainsi que le correspondant de la *Frankfurter Zeitung*, à Rome, écrit le 15 avril 1926 :

« La brillante période de prospérité industrielle qui, par suite de la dépréciation de la lire et du bas niveau des salaires, a permis l'utilisation complète de toutes les forces ouvrières du pays, disparaît sensiblement. »

Ce même correspondant insiste sur l'augmentation du chômage.

Les statistiques Italiennes du chômage paraissent en retard et sont très peu sûres. Nous ne connaissons encore que les statistiques de janvier 1926. Elles indiquent un chômage total de 156 139 personnes, soit une augmentation de 34 000 en un mois. Mais ces chiffres ne sont pas plus élevés que ceux de l'année dernière.

Il faut signaler encore la baisse des valeurs en Bourse qui s'est produite aux mois de février et de mars. Il semble qu'on s'est livré en Italie, de même qu'en Amérique, à une forte spéculation en Bourse. Les nouvelles fondations d'entreprises et les augmentations de capitaux ont prit des proportions de plus en plus considérables :

1923	3 983 millions de liras
1924	5 995 "
1925	8 951 "
1926 (janvier)	1 890 "

Si l'on met de côté le capital des sociétés par actions qui ont été dissoutes et les diminutions de capitaux, nous avons, en chiffres ronds, la progression suivante des investissements de capitaux :

1923	2 000 000 liras
1924	5 000 000 liras
1925	8 000 000 liras

Il ne fait aucun doute que cette activité fébrile de fondation de nouvelles entreprises a une base fortement spéculative et que ces sommes ne représentent pas une accumulation réelle. Le capital total des sociétés par actions italiennes s'élevait, à la fin de l'année (en milliard» de lire) :

1913	5,64
1924	28,2
1925	36,3

Calculé d'après la valeur d'avant-guerre, le capital-action était, en 1925, de 50 % plus élevé qu'avant la guerre.

La prospérité de l'industrie italienne était fondée en grande partie sur la dépréciation lente de la lire. Mais comme, ces derniers temps, la lire a été stable, cette cause disparaît. A cela, il faut ajouter le fait que les prix intérieurs, par suite de la stabilisation, paraissent se fixer à un niveau très élevé, ce qui diminue les capacités d'exportation du pays.

Le Commerce extérieur

Le commerce extérieur de l'Italie manifeste une passivité croissante. Le passif s'élevait, en 1924, à 5 milliards de liras et, en 1915, à 7,9 milliards. Il n'est pas encore possible de dire dans quelle mesure cette passivité du commerce extérieur signifie une passivité de la balance générale des comptes. En effet, l'Italie tire des revenus importants des touristes étrangers. Ces revenus ont été évalués pour l'année 1925 à pas moins de 3,5 milliards de liras. Ces recettes couvrent à elles seules près de la moitié du passif du commerce extérieur. En outre, l'Italie tire également de grands revenus des envois d'argent des émigrés italiens à l'étranger. En ajoutant à ces sommes le capital Étranger nouvellement investi à l'intérieur du pays, il est parfaitement possible que la balance générale des comptes »oit active, malgré la passivité du bilan du commerce extérieur.

Si nous considérons les exportations de l'Italie en 1925, nous constatons qu'elles consistent, à peu d'exceptions près, en marchandises pour lesquelles il existe une grande concurrence sur le marché mondial. Les marchandises d'exportation les plus importantes de l'Italie étaient en 1925 (en millions de liras) :

Tissus de coton	2 235
Soie brute et tissus de soie	3 714
Chapeaux, gants, boutons	588
Automobiles	767

Tous ces articles manifestent une très forte hausse pendant l'année 1924. Les autres articles

d'exportation importants ne rencontrent pas sur le marché mondial une concurrence aussi vive que les précédents ; fruits, pommes, citrons, légumes frais, pour une tomme totale d'environ 1,5 milliard de lires. Mais, pour la plu» grande partie de ces marchandises d'exportation, l'Italie rencontre une très grande concurrente sur le marché mondial et l'on peut se demander, au cas où la stabilisation actuelle de la lire se maintiendrait, si l'Italie pourrait maintenir sa concurrence sur le marché mondial

En cet qui concerne les deux premiers moi» de l'année courante, le passif du bilan du commerce extérieur s'est élevé de 1 400 millions en 1925 à 1 729 millions. Il est intéressant de constater que, pour toutes les matières premières industrielles importantes, on assiste, au cours des deux premiers mois, à une forte augmentation de» importations.

Cela prouve que les capitalistes italiens s'attendent pour cette année à une forte augmentation de la production, ce qui ne veut naturellement pas dire que cette espérance se réalisera.

Finances et capital étranger

Au cours des trois derniers mois, la monnaie italienne est restée à peu près stable. Les finances de l'Etat sont en ordre et même, d'après les statistiques officielles, le budget d'Etat fournira, jusqu'à la fin de l'année courante, un excédent de 335 millions de lires. La circulation fiduciaire était, à la fin du mois de février, de 20 milliard», soit de 1 à 2 milliards de moins qu'à la fin du mois de décembre de l'année dernière.

La conclusion de l'accord sur les dettes avec les Etats-Unis a eu pour résultat de provoquer un afflux considérable de capital américain en Italie. C'est ainsi que les usine» de force électrique du Piémont ont reçu 11,2 millions de dollars de capital américain, la Société Italienne Edison, 10 millions de dollars et les usines de gaz de Turin, 5 millions.

La Banque Italienne en Amérique a élevé de 100 à 200 millions de lires «on capital-actions. Les trois quarts des nouvelles actions ont été acquis par un consortium américain.

600 000 nouvelle action de la Société par action» de soie artificielle « Soia Viscosa » ont été placées à raison de 16 dollars par action, soit en tout 9,6 million» de dollars, à New-York.

En outre, 1 million d'actions de la même société ont été achetées par des capitalistes anglais.

Augmentation de la population et politique coloniale

La population de l'Italie s'élevait, le 31 décembre 1925, à 42 115 606 habitant*, soit 3 million» de plus que lors du dernier recensement, il y a quatre ans. Mais il faut remarquer que cette nouvelle statistique compte également les Italiens momentanément à l'étranger, soit 1 million environ.

Cependant, cette rapide augmentation de la population constitue un problème sérieux. Elle sert de prétexte à la politique impérialiste de l'Italie, qui »e manifeste de plus en plus nettement. Les appétits coloniaux du capitalisme italien sont représentés comme s'il s'agissait de fournir de nouvelles possibilités d'existence à l'excédent de population italienne dans l'Afrique du Nord. Mais la politique d'expansion de l'Italie ne tend pas uniquement vers l'Afrique du Nord, mais aussi vers l'Albanie, les Balkans, l'Asie-Mineure et s'est posé comme but la domination de la mer Méditerranée. Il est clair que cette politique mènera inévitablement à une nouvelle guerre.

FRANCE

La situation économique de la France est caractérisée par la continuation de la période d'inflation. La production continue à augmenter, mais le commerce extérieur commence à être défavorable, ce qui indique que nous sommes probablement à la veille d'une nouvelle conjoncture.

Les exportations augmentent quant au poids des marchandises exportées, mais non quant à leur valeur. Par contre, le poids des marchandises importées diminue, tandis que leur valeur augmente, et c'est ainsi que le bilan du commerce extérieur indique depuis 7 mois de grands excédents d'importations.

Le vote de nouveaux impôts a eu pour résultat de combler sur le papier le déficit du budget. Mais il est extrêmement probable qu'il se produira cependant un déficit, étant donné que les recettes du budget ont été calculées sur la base de 100 francs pour la livre, alors qu'actuellement, la livre a déjà dépassé le cours de 150 francs. C'est pourquoi la crise financière ne peut en aucun cas être considérée comme résolue.

La situation économique est, en général, encore bonne. La plupart des entreprises sont pleinement occupées. Il n'existe pour ainsi dire pas de chômage, la production du charbon s'élevait (en mille tonnes)

Moyenne mensuelle 1925	4 003
Novembre 1925	4 079
Décembre 1925	4 085
Janvier 1926	4 251
Février 1926	4 088

La production du fer et de l'acier a été la suivante au cours de ces derniers mois (en mille tonnes) :

	Fer	Acier
Janvier 1925	669	668
Mars 1925	689	607
Décembre 1925	748	659
Janvier 1926	753	661
Février 1926	707	630

Le nombre des hauts fourneaux en activité s'élevait, au cours de ces derniers mois :

Janvier 1925	133
Janvier 1926	147
Février 1926	149

En ce concerne les autres branches d'industrie : métallurgie, industrie automobile, industrie textile, etc... qui n'ont pas publié de chiffres de production, les nouvelles sont bonnes, mais il semble que la conjoncture actuelle en France ne permet pas un long arrêt dans le processus de dépréciation du franc. Car tandis que diminue la capacité d'achat du marché intérieur, les exportations augmentent.

La *Frankfurter Zeitung*, du 6 février 1926, écrit :

L'économie française semble aller au devant d'une crise de débouchés et cette crise sera hâtée ou ajournée suivant le développement plus ou moins rapide de la dépréciation du franc.

Développement du Commerce extérieur

(en millions de francs)

	Importations	Exportations	Excédent d'exportations	Excédent d'importations
Moy. mens. 1924	3 344	3 455	111	
Moy. mens. 1925	3 658	3 784	126	
Septembre 1925	4 317	3 850		467
Octobre 1925	4 476	4 375		101
Novembre 1925	4 574	4 193		381
Décembre 1925	5 446	4 627		819
Janvier 1926	4 483	3 868		615
Février 1926	5 245	4 409		836
Mars 1926	5 095	4 960		135

Ainsi, depuis août 1925, le bilan du commerce extérieur est passif.

Ces chiffres montrent que l'inflation s'approche d'un moment où la capacité d'exportation ne pourra être maintenue que par une aggravation de la dépréciation du franc.

Le cours du franc

Au cours des deux premiers mois de l'année, le cours du franc a été à peu près stable. Il oscillait autour de 130 francs la livre sterling. Mais, à partir des premiers jours de mars, la dépréciation du franc a fait de nouveaux progrès, atteignant au début de mai le cours de 154 francs la livre. Nous ne répéterons pas ici quelles sont les causes de cette dépréciation du franc. Mais, aux anciennes causes s'ajoutent l'échec de Genève, le sabotage du désarmement, etc...

Le cours des prix n'a pas encore suivi la nouvelle dépréciation du franc, ainsi qu'il ressort des statistiques officielles :

Indice des prix de gros

	Denrées alimentaires		Produits industriels	Total
	Végétales	Animales		
Décembre 1925	531	514	751	646
Janvier 1926	538	511	748	647
Février 1926	649 (534)	534 (515)	515 (749)	749 (649)
Mars 1926	539	516	740	645

[une erreur sur les chiffres de février 1926 semble corrigable]

Élévation des droits de douane

Les droits de douane ont été augmentés de 30 %. Le rapporteur au Parlement sur la question de l'élévation des droits de douane déclara qu'en 1913, les douanes rapportaient 8,8 % de la valeur totale des importations, en 1922, 8,09 % et, en 1925, seulement 3,33 %. Le Parlement décida de

soustraire à l'élévation des douanes les céréales, le sucre, le café, etc... Mais le Sénat repoussa cette décision, et la Chambre des Députés se soumit.

La comédie du budget

Dans notre dernier rapport, nous avons étudié en détail les problèmes de la crise financière française. Nous nous contenterons cette fois d'exposer rapidement l'issue momentanée de cette crise. Briand, qui gouverne soi-disant avec une majorité de gauche, a tellement fatigué la gauche, c'est-à-dire la représentation parlementaire de la petite-bourgeoisie, au moyen de menaces continues de changement de ministère, etc..., qu'elle a été finalement contrainte d'accepter toutes les revendications de la grande bourgeoisie. Lors du vote décisif sur l'augmentation de l'impôt sur le chiffre d'affaires de 1,3 % à 2 %, cet impôt dont la suppression constituait l'un des points principaux du programme du Bloc des Gauches, 70 socialistes et 60 radicaux se sont abstenus. Si les 70 socialistes avaient voté contre, l'impôt aurait été repoussé à une majorité de 38 voix. C'est ainsi que les socialistes ont fait tomber eux-mêmes leur propre programme.

La victoire de la grande bourgeoisie est complète. Elle est célébrée par la grande presse capitaliste, qui voit dans l'acceptation de la nouvelle loi « une évolution dans le sens de nouvelles conceptions financières rationnelles ». Les nouveaux impôts se répartirent de la manière suivante (en millions de francs) :

Augmentation de l'impôt sur le chiffre d'affaires	1 233
Elévation du prix du tabac	720
Augmentation de l'impôt sur l'alcool	112
Elévation du prix des allumettes	38
Augmentation de l'impôt sur le pétrole	237
Augmentation des droits de douanes	275
Augmentation de l'impôt sur le sel et les produits pharmaceutiques	64
Total	2 669

Le budget et les recettes des impôts

Le budget a donc été établi sur le papier. Les dépenses s'élèvent au chiffre total de 37,3 milliards.

Il faut tenir compte, pour le calcul approximatif des dépenses, de la dépréciation du franc. En effet, les dépenses ont été calculées sur la base du cours de la livre à 100 francs. Or, 54 % des dépenses sont consacrées aux intérêts des emprunts d'Etat et aux pensions, Ce sont là des dépenses qui ne seront pas modifiées par la dépréciation du franc. Mais les autres dépenses, 15 milliards environ, augmenteront automatiquement avec la baisse du franc. C'est pourquoi une dépréciation du franc au cours de 150 francs la livre signifie une augmentation de dépenses de 7 milliards et demi, soit un déficit s'élevant à la même somme. D'autre part, on ne sait pas encore comment rentreront les impôts. Une partie des recettes (impôts sur le chiffre d'affaires, etc...) augmenteront avec la hausse des prix. Mais les autres impôts ne seront pas modifiés par la baisse du franc et, étant donné que les impôts directs rentrent très tard tous les six mois, leur revenu diminue rapidement avec la dépréciation du franc. Les chiffres suivants montrent combien les impôts sont mal rentrés au cours des derniers mois.

Recettes des impôts (en millions de francs)

1er trimestre 1925	6 526
4e trimestre 1925	9 364
1er trimestre 1926	8 202

Impôts directs et indirects, recettes des domaines

Janvier 1926	1 546	2 369	13
Février 1926	929	1 762	18
Mars 1926	146	1 903	13

Le sabotage fiscal de la bourgeoisie française

Le tableau suivant, présenté au Parlement par le Ministre des Finances, sur les revenus imposés à la date du 31 décembre 1924, donne une idée du sabotage fiscal de la bourgeoisie française.

Revenu imposé en milliers de francs	Nombre de» personnes soumises à l'impôt
7 à 10	248 652
10 à 20	529 588
20 à 30	168 883
30 à 50	105 019
50 à 100	57 815
100 à 200	20 817
200 à 300	5 327
300 à 500	3 124
500 à 1 000	1 287
Au dessus de 1 000	363
Total	1 140 875

Le problème du Trésor

En admettant que les recettes couvriraient effectivement les dépenses courantes, le Trésor peut connaître de grandes difficultés si une interruption se produit dans le renouvellement des bons. Or, il est intéressant de constater que les échéances des Bons de la défense sont de plus en plus courtes. On a émis (en millions de francs) des bons à échéance de :

	1 mois	2 mois	6 mois	1 an	Total
31 janvier 1925	2 715	2 523	8 685	40 963	54 886
31 décembre 1925	4 877	3 544	3 704	33 610	45 735

En l'espace de 11 mois, le Trésor devait payer 9 milliards de bons. En outre, les bons à *court terme ont augmenté* aux dépens des bons à long terme. La dette est devenue encore plus flottante.

Au cours du premier mois de l'année courante, il s'est produit une amélioration dans la composition de la dette flottante.

Dans la seconde quinzaine de février, les nouvelles souscriptions de Bons de la Défense

Nationale ont dépassé de 500 millions de francs les bons présentés à échéance. Le mouvement se poursuit au cours de la semaine suivante dans des proportions plus restreintes. C'est pourquoi on espère que les échéances de mai, qui s'élèvent à un peu plus de 3 milliards de francs, pourront être couvertes sans difficultés particulières.

L épisode du monopole du pétrole

L'une des feuilles de vigne avec lesquelles les socialistes espéraient masquer leur trahison était l'établissement d'un monopole d'Etat sur le sucre et le pétrole. Or, au cours de la discussion sur le monopole du pétrole, le Ministre des Finances, Doumer, cria à l'opposition de droite : « Croyez-vous vraiment que le monopole du pétrole n'existe pas déjà ? (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*). Croyez-vous qu'il existe un commerce libre du pétrole ? Il s'agit en fait de grands intérêts étrangers vis-à-vis desquels le gouvernement ne peut pas rester indifférent ».

Le Sénat a rejeté le monopole du pétrole. La Chambre des Députés se contenta de l'adopter en principe.

Or, la veille, le *Temps*, organe de la grande bourgeoisie française, annonçait que, dans le texte publié par l'Agence Havas sur l'attitude des Américains au sujet du projet du monopole français du pétrole, on avait supprimé la dernière phrase contenant ce qui suit :

« On donnera à l'ambassadeur Harrick l'instruction de faire savoir officieusement au Gouvernement Français que, dans l'esprit du gouvernement de Washington, l'établissement du monopole du pétrole ne pourrait avoir que des conséquences défavorables sur les relations commerciales franco-américaines. »

Ainsi, les intérêts de la *Standard Oil* sont défendus par le Secrétariat des Affaires étrangères des Etats-Unis. Cette note signifie, en fait, l'interdiction du monopole.

ANGLETERRE

Toute la vie publique de l'Angleterre est actuellement dominée par la question du conflit dans l'industrie minière. Ce conflit existe déjà depuis 9 mois, mais il a été ajourné par suite des subventions gouvernementales aux industriels. Ces subventions ont permis aux propriétaires des mines anglais d'obtenir un profit normal. Le gouvernement leur a versé 19 millions de livres sterling de subvention et les capitalistes ont calculé que, sans subventions, les pertes des propriétaires des mines, au cours des trois derniers mois de l'année 1925, se seraient élevées à la somme de 4 millions de livres sterling.

Ces subventions ont permis aux capitalistes de diminuer fortement les salaires et d'augmenter la production. Pour les mines du pays de Galles, dont la production, jusqu'à concurrence de 60 %, est destinée à l'exportation, les chiffres suivants ont été fournis par le secrétaire de l'Union patronale :

<i>Mois</i>	<i>Production</i>
Août	2 596 998
Septembre	3 207 325
Octobre	3 569 361
Novembre	3 600 178

Décembre	4 007 950
----------	-----------

Le système des subvention» rencontre, en Angleterre, une apposition d'autant plus forte que, par suite de ces subventions, le budget a eu, cette année, un déficit d'environ 12 millions de livres sterling.

Les travaux de la Commission du Charbon

On sait qu'une Commission royale, présidée par Herbert Samuel, a été nommée en vue d'étudier la question du charbon. Le rapport de cette commission comprend 300 page». Il s'étend à toutes les question» ayant un rapport quelconque avec la situation dans l'industrie minière. Comme tout les rapports anglais il est rédigé d'une façon extrêmement claire, et paraît être tout à fait impartial, mais en réalité, il soutient complètement le point de vue des capitalistes.

L'industrie houillère est, après l'agriculture, la branche d'industrie principale de la Grande-Bretagne et occupe plus d'un million d'ouvriers. Un douzième de la population de la Grande-Bretagne vit de l'industrie houillère. La production annuelle de l'industrie houillère est de 250 millions de livres sterling.

Au cours des dernières années, la production, l'exportation et la consommation indigène ont fortement diminué par rapport aux années d'avant-guerre.

Chiffres en millions de tonnes :

	1909-13	1924	1925
Production	270	267	244
Exportation	88	82	69
Consommation indigène	182	185	175

La diminution des exportations doit être attribuée principalement à la diminution des importations de l'Allemagne, de la Russie, de l'Amérique du Sud et de l'Italie. Cette diminution des importations eu attribuée par la Commission, plus à la dépression générale en Europe et au développement de la consommation de combustibles nouveaux qu'à la concurrence d'autres pays exportateurs de charbon. Cependant, la diminution des prix du charbon, au cours du second semestre 1925, a eu pour résultat une augmentation considérable des exportations.

L'industrie houillère anglaise est organisée d'une façon complétement anarchique. Elle comprend 2 481 mines, groupées en 1 400 entreprises. Mais 98 % de la production totale proviennent de 715 entreprises, occupant plus de 100 personnes, dont 93 % proviennent de 467 entreprises occupant plus de 500 personnes. Et 84 % de 223 entreprises occupant plus de 1 000 personnes. En d'autres termes, 84 % du charbon britannique proviennent de 23 % du total des entreprises.

Le rapport fournit un exposé très intéressant des avantages de la grande exploitation dans l'industrie houillère.

Il montre, en particulier, que, dans les petites mines, l'extraction par ouvrier est considérablement moindre et le prix de production beaucoup plus élevé que dans les grandes exploitations.

La productivité du travail des ouvriers mineurs en Angleterre a fortement diminué depuis 40 ans.

Moyenne annuelle	
1884-1888	319
1889-1893	282
1894-1898	287
1899-1903	299
1904-1908	283
1909-1913	257
1914-1918	252
1919-1923	195
1924	220
1925	217

Cette diminution de la productivité du travail est l'une des principales causes du conflit entre ouvriers et capitalistes. La commission souligne que cette diminution n'incombe pas aux ouvriers, mais résulte des circonstances suivantes : 1° Diminution du temps de travail ; 2° Aggravation des conditions naturelles de la production, c'est-à-dire approfondissement des mines, extraction de filons de moindre épaisseur, etc... Cependant, l'extraction par tête d'ouvriers est encore actuellement considérablement plus élevée en Angleterre qu'en France et en Belgique, elle est à peu près la même qu'en Allemagne, mais représente un tiers seulement de l'extraction par tête d'ouvrier américain. L'importance de l'extraction américaine s'explique par l'épaisseur des filons et le peu de profondeur des mines. C'est pourquoi la diminution de l'extraction par tête de mineurs, dans la mesure où elle ne peut pas être combattue par de nouvelles installations techniques, est un fait auquel on ne peut rien changer.

Le salaire et la durée du travail

Dans la question du salaire et de la durée du travail, la commission se place essentiellement au point de vue des capitalistes. Au moyen de statistiques admirablement arrangées, on fournit pour le capitalisme la preuve que le salaire des mineurs, tant qu'on ne le compare pas, comme le font les mineurs, avec les salaires du mois de juillet 1914, mais avec ceux moyens des années 1909-13, ne sont pas inférieurs au coût de la vie. C'est pourquoi la commission propose une réduction des salaires de 10 %.

En outre, la commission s'efforce de prouver que les salaires des mineurs ne sont pas inférieurs à ceux des autres ouvriers faisant un travail correspondant.

Mais les mineurs ont montré que cette statistique était fautive. C'est ainsi que, par exemple, la Commission a pris, pour base de comparaison des salaires actuels avec les salaires d'avant-guerre, une seule semaine du mois de septembre 1925. D'autre part, en ce qui concerne les statistiques des prix du charbon, établies par les propriétaires des mines, il fut montré que ces statistiques se rapportent en grande partie à des usines métallurgiques qui reçoivent le charbon à un prix beaucoup plus bas que le prix normal, ce qui a pour résultat de fausser toutes les statistiques à l'avantage des capitalistes.

La situation économique générale

La situation économique générale en Angleterre s'est améliorée très lentement au cours des

trois derniers mois. C'est ce que montrent les statistiques du chômage :

	Pourcentage de tous les assurés	Pourcentage des ouvriers organisés	Nombre des chômeurs enregistrés (en milliers)
Janvier 1925	11,5	9,0	1 320
Mars 1925	11,4	9,0	1 308
Décembre 1925	10,5	11,0	1 243
Janvier 1926	11,1	10,6	1 318
Février 1926	10,5	10,4	1 243

La production houillère est restée à peu près la même par rapport à l'année dernière :

	Moyenne hebdomadaire de la production houillère (en millions de tonnes)	
	1925	1926
Janvier	5,08	5,09
Février	5,35	5,40
Mars	5,24	5,32

La production du fer et de l'acier s'est un peu améliorée. ainsi que l'indiquent les chiffres suivants (en milliers de tonnes) :

(Moyenne mensuelle)	Fer	Acier
1913	869	649
1923	630	719
1924	620	698
1925	528	626
1925 (mars)	618	696
1925 (décembre)	518	617
1926 (janvier)	543	651
1926 (février)	510	715
1926 (mars)	578	794

L'industrie mécanique s'est également quelque peu améliorée. Par contre, la construction de navires reste aussi faible, la situation s'est même aggravée, ainsi qu'il ressort des chiffres suivants :

	Décembre 1925	Mars 1926
Navires de mille tonnes en construction	884	843
Navires ayant quitté le chantier	217	188

Dans le tissage du coton, on travaille depuis la fin de janvier à raison de 30,5 heures par semaine seulement.

Dans l'agriculture, la surface cultivée a diminué. Elle s'élevait, en mille acres :

1914	109,96
1918	20,123
1925	10,682

[chiffres incompréhensibles]

Le commerce extérieur ne manifeste aucune amélioration. Les résultats du premier trimestre

donnent le tableau suivant (en millions de livres sterling).

	1925	1926
Importations	352	322
Exportations de marchandises britanniques	209	190
Réexportations	40	37
Exportations totales	249	227
Excédent d'importations	103	94

Les exportations de marchandises britanniques ont diminué de près de 10 % par rapport à l'année dernière. Mais le déficit est plus petit, par suite d'une forte réduction des importations.

Les Finances

Au cours des derniers mois, la livre sterling est restée tout à fait stable. Le niveau des prix tend à diminuer. Les investissements de capitaux à l'intérieur du pays se sont accrus. Ils s'élevaient, au cours du premier trimestre» aux chiffres suivants :

	1924	1925	1926
(en millions de livres sterling)			
Emprunts d'Etat		4,6	5,4
Gouvernements étrangers et coloniaux	19,1	0,8	16,0
Entreprises coloniales et étrangères	3,5	5,9	16,1
Mines	3,4	4,6	3,9
Pétrole et caoutchouc	0,3	1,5	*,0
Industrie indigène	11,0	29,3	29,3
Total	36,0	47,6	75,0

Les perspectives prochaines

En mettant de côté le conflit houiller, les perspectives prochaines de la situation économique en Angleterre sont différemment appréciées. L'Union des Industriels Britanniques a établi, au début de février, des perspectives extrêmement pessimistes pour l'année 1926. Cette année doit être, paraît-il, l'année la plus critique de la période d'après-guerre.

L'*Economist* est beaucoup plus optimiste. Il ne croit pas à une crise économique mondiale. D'une façon générale, les banquiers sont beaucoup plus optimistes que les industriels. A l'assemblée générale de la Lloyds Bank, Beaumont Pease déclara que, du mois de juillet 1924 au mois de juillet 1925, la Banque a accordé 44 millions de livres sterling de nouveaux crédits, dont 41 millions pour l'extension des entreprises.

ETATS-UNIS

Au cours des trois derniers mois de l'année, la situation économique des Etats-Unis est restée bonne. Les deux tableaux suivants montrent le caractère général de la situation :

	Indice de la production industrielle	Indice du Degré d'occupation des ouvriers	Wagons chargés au cours de la 4 ^e semaine du mois	Nouvelles commandes de construction
Janvier 1925	127	95,0	896	309
Mars 1925	120	96,4	931	491
Octobre 1925	116	97,0	-	520
Novembre 1925	115	97,2	923	465
Décembre 1925	121	97,1	968	530
Janvier 1926	120	96,3	925	564
Février 1926	L26	97,0	913	389
Mars 1926	—	—	968	597

Chiffres de la production des principales branches d'industrie :

		Lignite (millions de ton.)	Anthracite (millions de ton.)	Fer (mille tonnes)	Acier (mille tonnes)	Automobiles (milliers)	Consommation de coton (1 000 balles)
Janv.	1925	51,9	7,4	3 370	4 199	213	590
Mars	1925	37,6	7,1	5 564	3 336	332	582
Oct.	1925	53,2	grève	3 023	3 893	452	544
Nov.	1925	50,8	->	3 023	3 907	376	543
Déc.	1925	52,8	->	3 250	3 976	319	575
Janv.	1926	53,7	->	3 316	4 157	316	583
Fév.	1926	46,8	2,1	2 923	3 795	376	567

Malgré ce tableau, en général très favorable, il existe dans les milieux industriels et financiers américains un certain pessimisme au sujet des perspectives prochaines de la situation économique. Il existe, dès à présent, des symptômes d'une aggravation prochaine de la situation économique. Le plus important de ces symptômes est la diminution des commandes du trust de l'acier.

La forte baisse des valeurs en Bourse, qui s'est produite au mois de mars dernier et qui a même provoqué une panique, a suscité une très grande émotion.

Dans une étude très intéressante, publiée par J. Beamish, dans le *Manchester Guardian Commercial* du 8 avril dernier, l'auteur étudie en détail les bases de la situation économique actuelle des Etats-Unis et indique cinq facteurs de prospérité :

a) La hausse des valeurs en Bourse. L'indice du prix des valeurs est monté depuis le mois d'octobre 1923 presque sans aucune interruption, de 85,8 à 162,1 au mois de février 1926 ;

b) La spéculation sur les constructions, qui a atteint son apogée au cours du trimestre dernier ;

c) La situation excellente de l'industrie du bâtiment qui s'est maintenue jusqu'aujourd'hui. Les constructions projetées en mars de cette année sont de 20 % supérieures aux constructions de l'année

dernière à la même époque ;

d) La situation excellente de l'industrie mécanique. En 1925, on a construit 4 300 000 automobiles de place et camions automobiles ;

e) Le système des paiements à terme, qui permet d'utiliser la capacité d'achat par la mise à la disposition des marchandises au dernier acheteur avant le paiement définitif.

Le Commerce extérieur

La composition du commerce extérieur ne semble pas indiquer jusqu'ici une prochaine aggravation de la situation économique ; au contraire, au cours des trois derniers mois, le bilan du commerce extérieur a été actif, La capacité d'absorption du marché extérieur, malgré l'augmentation de la production de l'industrie indigène a permis d'absorber une quantité supérieure de marchandises étrangères.

Statistique du commerce extérieur

(en millions de dollars)

	Importations	Exportations	Excédent d'exportations	Excédent d'importations
Octobre 1925	374	491	117	—
Novembre 1925	377	448	71	—
Décembre 1925	398	469	71	—
Janvier 1926	414	399	—	15
Février 1926	389	351	36	-
Mars 1926	396	362	-	34

Le mouvement de l'or a changé sa direction au cours des derniers mois. Ceci montre un fort excédent des importations de l'or sur les exportations.

Importations et exportations de l'or

(en millions de dollars)

	1924		1925	
	Import	Export	Import	Export
Décembre	10,3	39,7	7,2	6,0
Toute l'année	319,7	61,6	128,8	262,6
	1925		1926	
Janvier	5,0	53,5	19,4	3,1
Février	3,6	50,6	25,4	3,9
Mars	7,3	25,1	--	--

Les finances et la réforme fiscale

Par suite de la prospérité des affaires, les recettes de l'Etat ont manifesté une forte augmentation. C'est pourquoi, au moyen d'une réforme fiscale, adoptée au mois de février dernier, l'Etat a fortement diminué le taux de l'impôt sur le revenu. Le tableau suivant montre le développement

de cet impôt au court des dernières années :

Taux de l'impôt sur le revenu (en dollars)

Revenu (en dollars)	1918	1921	1924	1926
3 000	60	20	7,5	---
4 000	120	60	22,5	5,63
5 000	180	100	37,5	16,88
10 000	830	520	165	101,25
50 000	11 030	8 640	6 095	4 878,75
100 000	35 030	30 180	22 575	16 058,75
1 000 000	429 475	---	---	241 058,75

Nous voyons que le taux de l'impôt sur le revenu, pour les bas revenus, est incomparablement plus faible qu'en Europe. Cependant la nouvelle réforme a apporté aux riches un grand soulagement, ainsi qu'il ressort des chiffres suivants :

Impôt sur le revenu payé par un certain nombre de personnalités américaines (en dollars)

	1924-25	Après la réforme fiscale
Henry Ford	2 608 608	1 147 875
Hedsel Ford, son fils	2 158 055	949 544
Secrétaire du Trésor, Mellon.	1 882 009	828 348
Vanderbilt	792 986	348 909
S. Curcis, propriétaire du plus grand consortium de journaux	583 872	256 909
J. P. Morgan	574 379	252 726

Les salaires de la classe ouvrière

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les salaires ouvriers n'ont pas augmenté avec l'amélioration de la situation économique en Amérique. Nous avons sous les yeux une statistique publiée par l'Office du travail américain. Cette statistique donne le pourcentage de l'augmentation du salaire réel calculé sur 12 000 budgets ouvriers, provenant de 92 localités des Etats-Unis, budget» calculés sur la base du tarif du salaire horaire des ouvriers syndicalement organisés. L'augmentation des salaires réelle a été la suivante :

1913	100
1923	123,2
1924	133,6
1925	137,1

Par contre, nous avons une statistique officielle de l'Office du Travail, qui indique le salaire réel des ouvriers dans les différentes capitales du globe, établi sur la base du salaire réel d'un ouvrier londonien, le 1^{er} juillet 1924. Par rapport au salaire d'un ouvrier de Londres, le salaire d'un ouvrier de Philadelphie a été le suivant au cours des derniers mois (Londres = 100) :

1 ^{er} Juillet 1924	213
1 ^{er} Octobre 1924	207
1 ^{er} Janvier 1925	202

1 ^{er} avril 1925	194
1 ^{er} Juillet 1925	180
1 ^{er} Octobre 1925	176
1 ^{er} Janvier 1926	166

Par conséquent, d'après cette statistique, le salaire réel des ouvriers américains aurait diminué de 23 % au cours des dix-huit derniers mois. Il est vrai que ces statistiques ont été établies sur la base du prix des denrées alimentaires. Mais on ne peut dire que les dépenses pour les produits industriels et autres besoins eussent provoqué une modification essentielle de cette tendance de développement, étant donné qu'au cours des dix-huit derniers mois, on n'a pas assisté à une forte diminution du prix de ces produits industriels.

D'autre part, on peut dire, pour expliquer la différence entre ces deux statistiques, que la statistique américaine officielle adopte pour base les salaires réels des ouvriers syndicalement organisés, qui ne groupent qu'une petite minorité de la classe ouvrière américaine — l'aristocratie ouvrière. Il est possible que les salaires de ces ouvriers aient augmenté et que le niveau des salaires de l'ensemble de la classe ouvrière ait diminué. D'autre part, l'indice des prix de gros en Amérique a plutôt diminué qu'augmenté au cours de l'année dernière. Si la statistique de Philadelphie est juste, il s'est produit dans cette ville une diminution du salaire général de 15 à 20 %.

III — AMERIQUE DU SUD

Le fait que le pivot de l'économie capitaliste mondiale s'est déplacé d'Europe en Amérique a non seulement fait des Etats-Unis la plus grande puissance impérialiste mondiale, mais il a encore hâté le développement capitaliste des pays situés au sud des Etats-Unis.

Le continent Sud-américain est, avec la Chine, le pays de l'avenir pour les grandes puissances impérialistes. On connaît très peu parmi nous ce territoire; c'est pourquoi il est nécessaire de donner un certain nombre d'indications géographiques et statistiques.

AMERIQUE LATINE

L'Amérique latine comprend l'Amérique du Sud, l'Amérique Centrale et le Mexique, par conséquent tous les Etats du continent américain situés au sud des Etats-Unis.

Cette appellation est surtout basée sur l'antagonisme entre la langue et la culture anglaise et hispano-portugaise. En fait, tous ces territoires ont pour langue officielle l'espagnol et le portugais (Brésil) et sont, en ce qui concerne leurs institutions politiques, fortement influencés par l'Espagne et le Portugal. Mais nous pensons que les grandes différences existant entre les Etats-Unis et le Canada, d'une part, et entre les Etats de l'Amérique latine, d'autre part, reposent moins sur des différences de

langage et de culture que sur Aes différences d'ordre économique.

Toute l'Amérique latine, à l'exception de sa partie la plus méridionale, a un climat tropical. La température moyenne de ces territoires immenses est de 25° et même au-dessus. C'est pourquoi, le travail dans ces régions est extrêmement pénible pour les blancs et pour les immigrés européens et c'est une des raisons pour lesquelles l'immigration européenne a été beaucoup moins importante dans ces «outrées que dans les Etats-Unis et le Canada.

Ceci explique pourquoi les rapports des conquérants européens avec les indigènes ont été autres que dans l'Amérique du Nord. Quoique les conquérants européens se soient conduits avec les indigènes avec une grande brutalité, et aient, en particulier, impitoyablement anéanti la haute culture des indigènes dans certaines régions de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud, on n'y mena pas une guerre d'extermination des indigènes aussi systématique que dans l'Amérique du Nord. C'est pourquoi nous trouvons dans l'Amérique latine une population mixte de blancs, d'indiens, d'indigènes et de Nègres qui, tout comme dans le sud des Etats-Unis, y ont été amenés comme esclaves pour accomplir les travaux les plus pénibles.

Le mélange de ces trois races s'est fait d'une façon différente et il n'existe pas dans l'Amérique latine, comme aux Etats-Unis, une séparation aussi nette de la population blanche des Indiens indigènes et des Nègres.

L'un des facteurs économiques les plus importants de ces territoires est l'infime densité de la population. Toute l'Amérique du Sud, d'une surface de 19 millions de kilomètres carrés a, à peu près la même population que l'Allemagne, soit environ 66 millions d'habitants. Cette densité intime de la population n'est pas due au manque de végétation ou aux difficultés de la production des denrées alimentaires, comme c'est le cas au Sahara ou en Australie. Dans certains territoires, c'est même précisément le contraire. Dans les régions tropicales du Brésil, la végétation sauvage, par suite des fortes pluies et de la chaleur, est tellement luxuriante qu'un travail considérable est nécessaire pour défricher le sol en vue de la culture des plantes. Ce n'est là, bien entendu, qu'un obstacle momentané. La densité infime de la population à l'intérieur du pays est encore aggravée du fait qu'une partie relativement importante de la population est concentrée dans un certain nombre de grandes villes de la côte. Si l'on mettait de côté ces grandes agglomérations, il en résulterait pour le reste du territoire une densité de population beaucoup plus infime encore.

Les possibilités de développement de ces territoires sont illimitées. Penck, le célèbre géographe allemand, calcule que, dans l'Amérique du Sud seulement, on pourrait, dans l'état actuel de la technique agronomique, produire des denrées alimentaires pour 2 milliards d'hommes.

Malgré cela, les Européens enlèvent aux indigènes leurs terres pour les obliger à travailler comme salariés dans leurs plantations. Le processus d'expulsion des indigènes dure aujourd'hui encore.

Cette expropriation de la part des entrepreneurs leur a donné en fait le monopole de la terre, enlevée aux Indiens, quoiqu'il n'existe aucune possibilité de la cultiver. C'est ainsi que des territoires immenses sont devenus la propriété de quelques capitalistes ou sociétés capitalistes. Il existe au Mexique des propriétés aussi grandes que la Belgique et la Hollande réunies. La propriété Terraras s'étend sur une surface de 5,2 millions d'hectares ; une autre propriété, dans la province du Yukatan, a une surface de plus de 6 millions d'hectares.

La pénétration de la culture européenne a apporté ici, comme partout, la misère au sein de la population indigène. Cela s'est fait sous le couvert de la religion catholique.

« Nous autres, Indiens indigènes, écrit un indigène du Pérou, nous sommes les esclaves des prêtres, les esclaves du gouverneur, les esclaves du chef, les esclaves de quiconque a un bâton pour nous battre. »

C'est pourquoi, dans tous ces pays, règne également la séparation nette entre la classe ouvrière et la classe dominante des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Presque partout, les classes moyennes sont absentes : petite et moyenne bourgeoisie des villes et de la campagne. Le type dominant est la grande exploitation agricole : plantations au Brésil et dans les pays voisins, élevage en grand en Argentine, en Uruguay et au Paraguay, à l'aide d'ouvriers salariés, dont la situation, dans un grand nombre de cas, se rapproche de l'esclavage. Rappelons-nous, à ce propos, qu'au Brésil, l'esclavage n'a été supprimé qu'en 1887. Mais, dans un grand nombre de cas, l'esclavage subsiste en fait, sous cette forme que l'ouvrier « libre » est fortement endetté vis-à-vis de son employeur et ne peut le quitter tant qu'il n'a pas payé ses dettes. Tout l'appareil de l'Etat est complètement aux mains des grands propriétaires et des capitalistes.

Dans l'Argentine et au Mexique, il semble que la situation des ouvriers se soit quelque peu améliorée ces derniers temps. Mais il est très difficile de se rendre compte de la situation véritable, étant donné que toute la littérature qui nous parvient sur ce pays provient des milieux capitalistes.

Au point de vue économique, tous ces territoires sont essentiellement des territoires producteurs de matières premières. Mais, au cours des dernières décades, comme nous le verrons plus loin, ils ont fait de grands progrès dans la voie de l'industrialisation. Une partie seulement des richesses naturelles de ces territoires a été utilisée jusqu'ici. Malgré cela, ces territoires jouent aujourd'hui un rôle considérable dans l'économie mondiale comme fournisseurs de quelques-unes des matières premières et denrées alimentaires les plus importantes, telles que le café, le salpêtre, le cacao, la viande, les céréales et le pétrole.

Tous ces territoires ont de grands besoins de capitaux étrangers. Le manque de capital est tel que le taux du profit est extraordinairement grand. Quand l'on feuillette les rapports des sociétés anglaises dans l'Amérique du Sud, on se rend compte que les dividendes autour de 20 % constituent la règle. L'intérêt de l'argent est, dans les pays les plus importants, de 8 à 11 %. Dans les régions les plus éloignées, on paie même de 2 à 3 % d'intérêt par mois.

Les transactions financières ont été utilisées par les capitalistes des pays impérialistes en vue d'une exploitation éhontée de ces territoires. Citons comme exemple la République de Honduras. L'un des premiers emprunts a été émis en Europe en 1866, au chiffre nominal de 5 millions de dollars. Les crédits ont été accordés à 10 % d'intérêt, au cours de 60. Ils devaient servir à la construction d'un chemin de fer. Mais ce chemin de fer n'a jamais été construit, 250 000 dollars seulement sur les 5 millions sont entrés en fait dans le pays. Cela s'est répété si souvent que la dette de la République de Honduras s'élève actuellement entre 150 à 200 millions de dollars ; personne n'en connaît le chiffre exact.

Les ouvriers et les paysans pauvres de ces régions sont exploités directement par les capitalistes et les grands propriétaires fonciers indigènes et indirectement par le capitalisme étranger. Dans tous ces pays, il y a, à la place des classes moyennes, une couche parasitaire de politiciens, d'officiers, de prêtres, d'employés, d'administrateurs qui sucent le peuple et provoquent des révolutions et contre-révolutions dans l'intérêt des capitalistes britanniques ou américains. Ce n'est que lentement, au milieu des douleurs de l'enfantement le plus pénible, que se constitue, au fur et à mesure de l'industrialisation croissante du pays une classe ouvrière et un mouvement ouvrier modernes.

L'Amérique Centrale, proie des Etats-Unis

S'il existe entre l'Amérique du Sud et l'Amérique Centrale toute une série de caractères communs, il y a cependant entre elles une différence importante en ce qui concerne leur rôle vis-à-vis de la lutte des puissances impérialistes. Dans l'Amérique Centrale, cette lutte est déjà tranchée en faveur de» Etats-Unis. Les points stratégiques et économiques les plus importants de ces territoires sont déjà en possession américaine : le canal de Panama, les petits Etats de l'Amérique Centrale, les Iles de Cuba, d'Haïti et de Saint-Domingue. Le Mexique est entouré au Nord, au Sud et à l'Est des positions des Etats-Unis. A l'intérieur du pays, des territoires immenses ainsi qu'une grande partie des sources de matières premières les plus importantes, sont aux mains des capitalistes américains. La prépondérance du capital américain au Mexique ne peut plus être brisée que par une Révolution sociale anti-américaine.

Il en est tout autrement dans les principaux pays de l'Amérique du Sud. Ici, la lutte se poursuit entre les puissances impérialistes et surtout entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. En outre, toutes les autres grandes puissances s'efforcent d'assurer leur part dans l'exploitation de ce continent. L'Allemagne a réussi à reconquérir en grande partie ses fortes positions d'avant-guerre. La France, l'Italie et l'Espagne s'efforcent également de pénétrer dans ce continent au nom de la culture latine, et l'Italie surtout au moyen d'une forte immigration d'ouvriers italiens. Le Japon s'efforce également de prendre pied sur la côte occidentale du continent, au moyen de colonies et d'investissements de capitaux.

En face de ces tentatives impérialistes, nous assistons à un développement assez rapide de la bourgeoisie indigène. La situation de la bourgeoisie dans les pays les plus importants de l'Amérique du Sud, (le Brésil, l'Argentine et le Chili, qui comprennent à eux trois les 2/3 de la population totale du continent et sont de beaucoup les plus importants au point de vue économique), est beaucoup plus forte que celle de la bourgeoisie des pays asiatiques semi-coloniaux. Elle a dans sa main l'appareil d'Etat, elle se sert de la possibilité de développer sa propre industrie au moyen de droits de douanes élevés. C'est pourquoi il est difficile de dire si, dans la lutte entre le capital étranger et le capital indigène, c'est le premier ou le second qui l'emportera.

Toutes ces circonstances nous permettent de distinguer nettement, malgré beaucoup de caractères communs, l'Amérique du Sud de l'Amérique Centrale. Nous nous occuperont plus tard de la situation de l'Amérique Centrale et nous nous contenteront pour cette fois d'exposer la situation économique de l'Amérique du Sud. Nous insisterons principalement sur deux facteurs fondamentaux : le développement économique des pays de l'Amérique du Sud au cours des deux dernières décades et la lutte entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour l'hégémonie sur ce continent.

Le développement de la situation économique de l'Amérique Latine au cours des deux dernières décades

Il nous est naturellement très difficile, étant donné le manque de statistiques suffisantes, de fournir un tableau statistique du développement économique de l'Amérique du Sud au cours des deux dernières décades. Cependant, nous pouvons souligner les trois facteurs principaux suivants :

1° Développement économique « normal » jusqu'en 1914 ; augmentation constante de la

population, par suite de l'immigration, développement constant des forces productives : participation de plus en plus importante à l'économie mondiale ;

2° Développement fougueux pendant la période de guerre mondiale ; accroissement considérable de la demande de tous les produits importants du continent : céréales, viande, café, cuivre, salpêtre, etc., débouchés abondants malgré les prix élevés, extension de la production agricole ; diminution des importations de produits industriels, ce qui crée la possibilité du développement d'une industrie indigène ;

3° Au lendemain de la guerre, diminution des exploitations et concurrence croissante des marchandises étrangères d'importation, comme réaction, aggravation du système de droits protectionnistes.

Nous donnons ci-dessous les chiffres du commerce extérieur des pays les plus importants au cours des deux dernières décades (en pesos-or) :

Exportations

	1904	1914	1919	1921	1923	1924
Argentine	264	519	1 031	1 044	771	1 011
Brésil (£)	39,4	65,5	130	106	73,2	95
Chili	216	391	331	804	332	--
Colombie	34	33	79	71	60	85
Uruguay	38	68	147	81	107	--

Importations

	1904	1914	1919	1921	1923	1924
Argentine	187	496	654	935	868	829
Brésil (£)	25,9	67,2	78	125	50,5	69
Chili	157	329	387	441	237	--
Colombie	29	21	47	101	58	52
Uruguay	21	50	113	133	51	--

D'autre part, au cours de ces derniers temps, on peut constater un fort développement de l'économie sud-américaine. La crise de stabilisation en Europe, le développement rapide de l'économie des Etats-Unis, l'exclusion de l'Union Soviétique du marché mondial, ont augmenté considérablement la demande des produits de l'Amérique du Sud sur le marché mondial. C'est pourquoi on peut prévoir avec certitude un développement croissant de l'économie des pays de l'Amérique du Sud d'autant plus que l'industrialisation et l'extension du marché intérieur de ces pays font des progrès continuels.

La lutte entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne

Il y a plusieurs décades, l'Amérique du Sud était économiquement un objet d'exploitation appartenant exclusivement au capitalisme britannique. Dans le domaine politique, les Etats-Unis avaient déjà affirmé, dès 1823, au moyen de la doctrine de Monroe que, sur le continent américain, aucune puissance européenne ne pourrait transformer en colonie un pays déjà reconnu comme indépendant par les Etats-Unis. Cette thèse fut élargie plus tard, en ce sens qu'aucune puissance

européenne ne devait s'immiscer dans les affaires de l'Amérique.

Plus les Etats-Unis se transformaient en une puissance impérialiste, plus la doctrine de Monroe reçut une large interprétation. Par le voyage du Secrétaire d'Etat américain, Root, dans l'Amérique du Sud, ainsi que par toute une série de conférences pan-américaines, en 1900, 1901, 1906 et 1910, les Etats-Unis s'efforcèrent de placer sous leur influence politique l'Amérique du Sud. Mais plus efficace que ce travail de recrutement politique et idéologique fut la pénétration économique de plus en plus profonde du continent sud-américain par le capital des Etats-Unis. Ce qui le prouve, c'est l'augmentation rapide de l'importation des marchandises et du capital des Etats-Unis. Les relations commerciales des Etats-Unis avec l'Amérique latine se développèrent de la façon suivante (en millions de dollars) :

	Exportations	Importations	Commerce total	Pourcentage du commerce total
1860	40,7	79	120	19,6
1880	58	179	237	18,3
1900	124	199	287	20,8
1910	258	406	664	20,1
1918	726	1 127	1 853	20,2
1922	557	814	1 371	19,7
1923	693	1 050	1 743	21,9
1924	770	1 059	1 829	22,3

Ainsi, plus d'un cinquième du commerce extérieur des Etats-Unis se fait avec l'Amérique latine. En ce qui concerne le commerce de l'Amérique latine avec les Etats-Unis, il constitue évidemment une plus grande proportion de leur commerce extérieur. En effet, les Etats-Unis achètent plus de la moitié des exportations de café du Brésil, presque tout le sucre de Cuba, tout le cuivre du Chili, etc... Les pays riverains de la mer des Caraïbes sont considérés par les Etats-Unis comme un marché intérieur.

Par contre, le commerce des pays de l'Amérique du Sud avec la Grande-Bretagne se maintient péniblement au point de vue absolu, mais diminue nettement au point de vue relatif.

Commerce de la Grande-Bretagne avec les pays les plus importants de l'Amérique du Sud
(en millions de livres sterling)

	1913	1923	1924	1925
<i>Importations de :</i>		—		—
Cuba	3,7	8,7	12,4	11,6
Mexique	1,9	6,3	5,9	5,3
Argentine	42,5	61,1	79,0	68,5
Brésil	10,0	5,9	4,8	5,9
Chili	5,4	5,8	10,9	12,3
Pérou	3,2	8,6	9,7	8,5
Uruguay	2,7	4,9	5,5	4,9

	1913	1923	1924	1925
<i>Exportations vers :</i>	—	—	—	—
Cuba	2,2	2,9	3,2	2,6
Mexique	2,3	2,8	2,4	3,1
Argentine	22,6	28,2	27,2	29,2
Brésil	12,5	11,0	13,7	16,1
Chili	6,0	6,7	5,4	6,0
Pérou	1,5	2,6	2,7	2,4
Uruguay	2,9	3,2	3,2	3,2

Commerce des Etats-Unis avec l'Amérique Latine

(en millions de dollars)

Exportations vers :	1910-14	1922	1923	1924
Mexique	53	110	120	135
Cuba	63	128	192	200
Colombie	5,8	20	22	29
Argentine	47	96	113	117
Brésil	32	43	46	65
Chili	14	23	31	31
Pérou	6	14	20	24
Amérique Latine	302	558	655	711
Pourcentage de l'exportation totale	14	---	16,7	16,8

Importations de :	1910-14	1922	1923	1924
Mexique	71	132	140	157
Cuba	122	268	376	362
Colombie	12	36	46	58
Argentine	33	86	115	75
Brésil	111	120	143	179
Chili	23	60	92	90
Pérou	10	16	24	23
Amérique Latine	436	815	1 051	1 060
Pourcentage de l'importation totale	25,8	---	27,7	29,3

Nous n'avons pas encore les statistiques de 1925. Mais les tableaux qui précèdent montrent que le commerce britannique dans l'Amérique du Sud est resté stagnant dans les dernières années, tandis que celui des Etats-Unis est en croissance continuelle.

La lutte pour les placements de capitaux

U est encore plus difficile de rendre compte par des chiffres des placements de capitaux, étant donné qu'une grande partie du capital étranger est placée sous le masque du capital indigène. En général, on peut constater qu'avant la guerre le capital britannique était pour ainsi dire sans concurrent dans l'Amérique du Sud. Seule, l'Allemagne, et, dans une moindre proportion, la France avaient encore des capitaux dans le continent sud américain. Les Etats-Unis, qui étaient encore à l'époque un pays importateur de capital, faisaient complètement défaut. Au début de la guerre, pas une seule banque de l'Amérique du Nord n'opérait en Amérique du Sud. Il n'existait aucune ligne Américaine de transports pour les voyageurs entre l'Amérique du Nord et celle du Sud. En 1913, il n'y avait pas un seul navire américain à Buenos Ayres. Le capital britannique est placé principalement dans les chemins de fer, l'industrie du salpêtre, dans les banques. C'est pourquoi la monnaie de la plupart des pays de l'Amérique du Sud est étroitement liée avec la livre sterling. La navigation anglaise occupait le premier rang dans le « transport » de l'Amérique du Sud.

Les investissements de capitaux américains ne commencèrent qu'au XX^e siècle. Le capital américain entra en scène comme capital industriel, particulièrement dans les branches d'entreprise qui menaçaient de faire une concurrence dangereuse à l'industrie américaine sur le marché mondial. C'est ainsi qu'ils pénétrèrent dans l'industrie des conserves de viande, et qu'ils s'emparèrent de la plus grande partie des exportations de viande de l'Argentine. Environ 60 % des exportations de viande de la République Argentine, ainsi que toute l'extraction du pétrole, du cuivre, du manganèse du Brésil, sont dans les mains américaines.

Après la guerre, le capital américain pénétra, sous toutes les formes, dans l'Amérique du Sud. Sous forme de capital bancaire, d'emprunts d'Etat et municipaux, de crédit commercial, les Etats-Unis travaillent en vue de transformer économiquement et politiquement l'Amérique du Sud en une colonie des Etats-Unis, comme c'est déjà le cas pour l'Amérique Centrale. Au cours des dernières années, le capital britannique n'a pu soutenir la concurrence des Etats-Unis. La longue dépréciation de la livre sterling a eu pour résultat son évincement partiel par le dollar. L'interdiction d'accorder des crédits à l'étranger a exclu pendant longtemps le capital américain. Mais, depuis la levée de l'embargo, la concurrence britannique a repris de plus belle. L'emprunt brésilien du café, dont l'émission aux Etats-Unis a été interdite par Hoover, sous prétexte qu'il tendait à augmenter le prix du café, a été souscrit à Londres. Le capital britannique s'efforce de reprendre la lutte avec le capital américain. Cette lutte prend souvent des formes politiques. Les luttes de partis des Etats de l'Amérique du Sud, un grand nombre de crises ministérielles et de révolutions ne sont autre chose que des phases de la lutte, entre le capital américain et le capital britannique, pour l'hégémonie du continent sud américain.

Quoique, actuellement, les investissements de capitaux britanniques dans l'Amérique du Sud semblent être plus importants que les placements américains, on ne peut douter que l'Amérique remportera finalement la victoire. La Grande Bretagne est un pays en déclin ; par contre, les Etats-Unis sont un pays en plein développement.

Il est particulièrement important de signaler que, dans les principaux Etats de l'Amérique du Sud : Argentine, Brésil, Chili, une forte résistance se fait sentir contre les efforts du capitalisme américain. Cette tendance s'exprime dans les écrits d'un grand nombre d'écrivains sud-américains, liés à l'idéologie latine. Cette idéologie n'est autre chose que le reflet du renforcement économique de la bourgeoisie sud-américaine. Le *veto* posé par le Brésil à la Société des Nations contre l'accord

d'un siège permanent à l'Allemagne au Conseil de la Société des Nations si un siège permanent n'est pas accordé au Brésil est, en partie également, l'expression de la conscience du renforcement de la bourgeoisie sud-américaine.

D'autre part, il faut constater également, malgré toutes les répressions, un renforcement du mouvement ouvrier qui est encore chaotique, imbu d'idéologie anarchiste, mais cependant animé d'un état d'esprit révolutionnaire. Les tentatives de la Fédération Américaine du Travail de soumettre à son influence le mouvement ouvrier sud-américain, conformément aux tentatives impérialistes de la bourgeoisie américaine, ne réussiront pas facilement. La situation actuelle fournit un bon terrain à un mouvement ouvrier révolutionnaire, dirigé par les communistes.

BRESIL

Le Brésil est l'Etat de l'Amérique du Sud qui a la plus grande superficie et la plus grande population. Sa superficie est de 8,5 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire qu'elle est presque aussi vaste que l'Europe tout entière et environ 1 fois 1/2 aussi vaste que l'Europe capitaliste. La population s'élevait en 1920 à 30,6 millions d'habitants. Elle doit être actuellement d'environ 34 millions.

Le climat du pays a une importance particulière pour la vie économique. Le pays est situé presque entièrement sous le climat tropical et subtropical. La plus grande partie reçoit une quantité considérable de pluies, ce qui a pour résultat le développement d'une végétation luxuriante, telle qu'on ne la rencontre à peu près nulle part dans une autre partie du monde. Près de la moitié de la surface du pays est encore couverte par des forêts vierges ; seules 15 % des terres sont cultivées. Le pays compte environ 22 000 sortes de plantes.

Cette abondance de végétation explique en partie que le pays n'est traversé que par un petit nombre de voies de communications. Cet immense territoire ne possède que 30 000 kilomètres de chemins de fer. Les routes sont également très peu nombreuses. D'ailleurs, routes et chemins de fer ne se rencontrent presque exclusivement que dans les territoires du Sud-Est.

Par contre, le pays possède un réseau de voies navigables comme on n'en trouve nulle part au monde. L'Amazone est accessible, sur une longueur de 1 500 kilomètres, aux navires de 7 000 tonnes. L'Amazone constitue, avec ses affluents qui s'éloignent en forme d'éventail, un réseau de voies navigables d'une longueur totale de 8 000 kilomètres.

Ces conditions géographiques et climatiques extrêmement favorables à la production agricole, ainsi que son réseau immense de voies navigables, assurent au Brésil un immense avenir économique.

Ce qui manqua principalement au développement économique du Brésil, c'est la population. Le climat tropical du Brésil, qui est en moyenne de 25° environ, avec de très faibles oscillations, est très difficilement supportable pour les Européens. C'est pour cette raison que, jusqu'à ces derniers temps, l'immigration européenne a été relativement petite. Elle se composait principalement d'Européens du Sud et se dirigeait vers les territoires situés au Sud, dont le climat est plus favorable aux Européens. Pour remédier au manque d'ouvriers, les planteurs du Brésil firent venir, au XIX^e siècle, un nombre considérable de nègres africains. Leur nombre était évalué, en 1812, à plus de deux millions. En 1888, au lendemain de la suppression de l'esclavage, on en comptait encore 700 000.

Le nombre des immigrés s'éleva au cours des dernières années aux chiffres suivants :

1908	90 536
Moyenne des années de guerre	30 000
1920	71 027
1922	66 968
1924	98 125

Ce dernier chiffre comprend 23 000 Portugais, 23 000 Allemands, 14 000 italiens et 7 000 Espagnols.

Nous ne disposons pas encore de statistiques concernant le nombre des immigrés en 1925, mais il est probable que, par suite de la crise économique en Europe et de l'industrialisation croissante du Brésil, l'immigration se développera rapidement.

Comme dans tous les pays de l'Amérique du Sud, il y a au Brésil un fort mélange de races. En 1920, la population se divisait ainsi : Blancs, 40 % ; Métis, 32 % ; Nègres et Mulâtres, 15 % ; Indiens, 9 % ; divers, 4 %. Pour pouvoir développer si peu que ce soit, les possibilités économiques du pays, la population du Brésil devrait être au moins quatre fois plus importante qu'elle ne l'est actuellement.

L'agriculture

Comme nous l'avons dit précédemment, une toute petite partie des terres cultivables est exploitée en fait. La méthode d'exploitation du sol, en dehors des plantations, est, par suite de l'abondance de terres, extrêmement primitive. Dans un grand nombre de régions domine encore la méthode consistant à brûler sur une surface illimitée toute la végétation et à cultiver pendant plusieurs années de suite le terrain ainsi obtenu, jusqu'à ce que la fertilité de ce terrain diminue ; après, ces terrains sont de nouveau abandonnés à la végétation sauvage. A leur place, on cultive d'autres terrains, qu'on a rendus libres par la même méthode.

Dans ces conditions, les rapports de propriétés sont très indécis. D'après la statistique agraire de septembre 1920, il y avait au Brésil 648 153 exploitations agricoles, d'une surface moyenne de 270 hectares. La moitié de ces exploitations était représentée par des fermes et des petites exploitations paysannes de moins de 40 hectares en moyenne.

L'agriculture brésilienne est caractérisée par la culture par plantations et par la production de marchandise en vue de l'exportation. Il en résulte que le pays est incorporé très fortement à l'économie mondiale et que le commerce extérieur par tête d'habitant est très important. Une partie des besoins de denrées alimentaires est couverte par des importations de l'étranger. Le Brésil importe annuellement plusieurs millions de doubles quinquaux de froment et de farine de froment.

La culture du café joue un rôle prédominant dans l'agriculture du Brésil. 75 % des exportations du pays sont représentés par le café.

La production du café s'éleva, au cours des dernières années, de la façon suivante :

	Moyenne des années 1909-1913	1922-23	1923-24	1924-25
Surface cultivée en café (1 000 hectares)	1 805	2 194	2 437	2 099
Production(1 000 doubles quinquaux)	7 952	11 407	8 592	8 741

La composition du commerce extérieur et le cours de la monnaie dépendent complètement du prix du café. C'est pourquoi il existe depuis plusieurs années une institution soutenue par l'Etat pour la défense du prix du café. Celle-ci agit de la manière suivante : la récolte de café est achetée par les planteurs, qui la mettent en dépôt et ne la vendent sur le marché mondial qu'en quantités permettant d'assurer un certain niveau des prix. Tant que le café brésilien conservera son monopole sur le marché mondial, tant qu'on ne réussira pas à produire dans d'autres territoires du café en grande quantité et à bas prix, cette fixation artificielle des prix subsistera.

Outre le café, le Brésil possède quatre autres marchandises importantes d'exportation : le coton, le tabac, le caoutchouc et le sucre. Mais il est intéressant de constater que la production et l'exportation de ces quatre produits a diminué, au cours des dernières décades, malgré les grandes possibilités de production. Le caoutchouc, qui pousse en liberté au Brésil, a été de plus en plus éliminé, au cours de la dernière décade, par le caoutchouc de plantation. Mais il est probable, étant donné l'élévation actuelle du prix du caoutchouc, que la récolte du caoutchouc sauvage se développera. La production du sucre de canne de Cuba a été supplantée par la production du sucre de canne, développé avec l'aide du capital américain.

Le plus grand avenir est représenté par la culture du coton. Le Brésil possède d'immenses territoires propres à la culture du coton. Le rapport par hectare est plus élevé que dans l'Amérique du Nord ou que dans toute autre contrée du monde. On a même réussi à obtenir, sur les terrains irrigués, des rapports atteignant jusqu'à 2 000 livres par hectare.

Les exportations du coton brésilien ont diminué constamment au cours des dernières dérades (en mille tonnes).

1861-70	289 000
1881-90	228 000
1901-10	194 000
1911-20	151 000

Mais il faut tenir compte, qu'entre temps, l'industrie brésilienne du coton s'est développée à tel point qu'elle couvre, à elle seule, toute la consommation de coton du pays.

La production des denrées alimentaires les plus importantes est indiquée par les tableaux suivants :

Surface cultivée (en milliers d'hectares)

	1921	1922	1923	1924
Mais	2 592	3 058	3 424	2 500
Riz	567	249	344	544
Froment	—	107	62	98
Sucre de canne	351	-	300	—

Production (en millions de doubles quintaux)

	1921	1922	1923	1924
Mais	46	51	40	—
Riz	7,4	8,6	7,3	—
Froment	1,4	0,8	1,2	—

En 1920, le cheptel se divisait de la façon suivante en (millions de têtes).

Bêtes à cornes	34,3
Chevaux	5,3
Anes et mulets	1,9
Moutons	7,9
Porcs	16,2

Comme on le voit, le cheptel est très important par rapport à la population.

L'industrie

L'industrie brésilienne est en voie de développement important, mais elle est encore relativement arriérée. Le manque de charbon entrave son développement. Il est probable qu'il y a des dépôts de charbon dans les territoires inexplorés. Mais, actuellement, le charbon n'est qu'importé. Par contre, il existe d'immenses dépôts de minerai de fer à peine utilisés jusqu'ici et d'immenses forces hydrauliques qui ont déjà été partiellement utilisées pour la production de l'électricité. Le manque de voies de communication et de chemins de fer constitue naturellement un grand obstacle.

La bourgeoisie brésilienne s'efforce par tous les moyens de développer l'industrie du pays. Malgré sa dépendance du capital étranger, la bourgeoisie est assez forte pour pratiquer sa propre politique économique. Elle a établi des droits de douanes extrêmement élevés sur tous les produits industriels qui peuvent être fabriqués par l'industrie indigène. Les entreprises étrangères doivent faire de» demandes de concessions, la navigation côtière et la navigation fluviale est réservée aux entreprises brésiliennes, etc...

Les droits de douanes élevés permettent aux industriels brésiliens d'imposer des prix très élevés. Il en résulte que les bénéfices prélevés sur les produits industriels à l'intérieur du pays sont extrêmement élevés. Des bénéfices allant jusqu'à 100 % par an ne constituent pas une rareté. Tous les moyens possibles et imaginables sont employés pour développer l'industrie indigène. C'est ainsi que le minerai de fer du Brésil ne peut être exporté que si un certain pourcentage a été employé par l'industrie indigène, ce qui est très difficile, par suite de la nécessité des importations de coke. En outre, le gouvernement accorde aux nouvelles entreprises industrielles des crédits à bon marché et des exemptions d'impôts.

Le résultat de ce procès artificiel d'industrialisation est le suivant : d'après les statistiques du *Journal du Commerce*, il y avait au Brésil, en 1924, les entreprises industrielles suivantes :

	Nombre d'entre prises	Nombre des ouvriers (en milliers)	Pourcentage
Jusqu'à 4 ouvriers	6 917	15,7	5,7
de 5 à 10 ouvriers	4 675	40,0	14,5
— 20 à 50 ouvriers	918	27,8	10,1
— 50 à 200 ouvriers	586	57,7	21,0
— 200 à 500 ouvriers	147	44,3	16,1
— 500 à 1 000 ouvriers	62	43,2	15,7
au-dessus de 1 000 ouv.	31	46,7	10,9
Total :	13 336	275 512	100

Ces chiffres indiquent une forte concentration, telle qu'elle existe dans les pays nouvellement industrialisés. Un tiers des ouvriers travaillent dans des entreprises ayant plus de 200 ouvriers.

En ce qui concerne les différentes branches d'industrie, la plus importante est l'industrie textile qui occupe plus de 112 000 ouvriers. Viennent ensuite l'industrie alimentaire, occupant 52 000 ouvriers et l'industrie du vêtement, avec 28 000 ouvriers. La fabrication des moyens de production est encore très peu développée. L'industrie métallurgique n'occupe que très peu d'ouvriers.

En ce qui concerne le cuivre, les chaussures, les chapeaux, les marchandises de verre, le pays couvre totalement ses propres besoins.

L'industrie textile couvre non seulement les besoins du pays, mais elle exporte encore dans les pays voisins. Les exportations de coton s'élevaient au cours des dernières années :

1913	186 000 kilogrammes
1916	44 570 "
1920	154 920 "
1922	800 751 "

Le nombre des fuseaux de coton dépasse actuellement 1,5 millions.

Au cours de la guerre, le Brésil a commencé à exporter des produits industriels. C'est ainsi que le pourcentage des produits industriels, dans le total des exportations fut le suivant :

1913	0,9 %
1917	16 %
1918	29 %
1919	12 %

Nous ne possédons pas de statistiques plus récentes, mais nous voyons nettement le changement qui s'est produit à la fin de la guerre.

Les banques et le système de crédit

D'une façon générale, le pays, conformément à tout le caractère du développement économique, souffre d'un fort manque de capitaux. La banque principale est la Banque d'Emission d'Etat. Outre cette banque centrale, il existe encore dix-huit banques étrangères (allemandes, britanniques, américaines, espagnoles, portugaises, etc...).

Le taux de l'intérêt est extraordinairement élevé, Au cours du second semestre 1925, la Banque d'Emission escomptait des traites avec un intérêt de 10 à 13 %. Les banques demandaient pour des prêts à compte courant de 12 à 18 % d'intérêt, et pour l'escompte des traites, 18 %.

On comprend que, dans ces conditions les bénéfices obtenus soient considérables. Malgré d'énormes virements, gratifications, etc..., la banque accordait des dividendes de 20 %. Il en est de même pour les autres banques brésiliennes, tandis que les banques étrangères ne publient pas leurs bénéfices. Le taux élevé de l'intérêt de l'argent et les bénéfices considérables des banques caractérisent la période primitive de développement capitaliste, dans laquelle se trouve encore actuellement le Brésil.

Le commerce extérieur

Comme nous l'avons déjà indiqué, le commerce extérieur est d'une très grande importance pour le Brésil, qui place sur le marché mondial ses principaux produits. Le développement du commerce extérieur, au cours des deux dernières décades, a été le suivant (en millions de livres sterling) :

	Exportations	Importations
1901	40,6	21,4
1911	66,8	52,8
1919	130,1	78,2
1920	107,5	125
1921	58,6	50,5
1922	68,6	48,6
1923	73,2	50,5
1924	95,1	68,3
1925 (10 mois)	83,5	71,2

Ce qui est particulièrement remarquable dans ce développement du commerce extérieur, c'est la succession rapide des excédents d'exportations et d'importations. Cela dépend avant tout de la situation du marché du café. Etant donné que le Brésil supporte tous les ans une importation invisible d'environ 15 millions de livres sterling, comme intérêts et profits du capital étranger, comme prêts, etc..., la monnaie brésilienne, si la différence n'est pas compensée par de nouveaux emprunts étrangers, ne peut être maintenue stable qu'au moyen d'un excédent d'exportations dépassant 15 millions de livres sterling.

Les marchandises d'exportations les plus importantes ont été les suivantes, en 1924, en millions de livres sterling) :

Café	71,8
Pelleteries	2,6
Cacao	2,4
Viandes frigorifiées	2,2
Caoutchouc	1,8
Tabac	1,7
Coton	1,0
Noix brésiennes	1,0

Toutes les autres sortes de marchandises exportées représentent une valeur de moins d'un million de livres sterling.

En ce qui concerne les importations, les produits les plus importants sont le fer, les machines, les automobiles (1,8 millions de livres sterling), le froment et la farine (3,2 millions de livres sterling) et le charbon.

La monnaie et les finances

Les questions de monnaie brésilienne sont compliquées du fait qu'il existe un milreis-or et un milreis-papier. Le milreis-or est une unité de compte théorique, qui a été fixée en 1913 à 16 pence britanniques. Mais on compte en milreis-papier, dont le cours oscille fortement.

Le budget brésilien comporte, depuis 1909, un grand déficit qui a atteint son maximum en 1922, avec 449 millions de milreis-papier.

Le système fiscal de l'Etat concorde parfaitement avec son caractère social : la domination absolue des grands propriétaires de plantations. Malgré les recommandations de la mission britannique, ce système fiscal n'a été que peu modifié. Dans le projet de budget pour l'année 1920, nous trouvons les recettes suivantes (en millions de livres sterling) :

Douanes : 13,7.

Impôts de consommation (tabac, produits textiles, allumettes et produits de parfumerie) : 7,4.

Impôts sur le chiffre d'affaires (impôts du timbre et de transfert) : 5,6.

Par contre, l'impôt sur le revenu ordinaire et extraordinaire ne donne que 7,1 millions de livres sterling.

Le budget de 1926 donne un petit excédent de recettes, obtenu par une forte augmentation des impôts et une diminution des dépenses.

La situation de la classe ouvrière

Nous manquons de statistiques sur la situation de la classe ouvrière, du fait que toutes les statistiques proviennent des milieux capitalistes. Mais la hausse des prix et tout le système financier montrent que la situation de la classe ouvrière doit être très mauvaise.

Les prix ont fortement augmenté par rapport à la dépréciation de la monnaie. L'indice qui était de 100 en 1913 s'est élevé en 1924 à 238 ; en 1925, à 286. Mais il faut souligner que les prix des denrées alimentaires ont augmenté plus fortement que l'indice général du coût de la vie : en 1924, 298 et, en 1925, 358.

De même, nous ne disposons que d'une quantité très restreinte de statistiques sur les salaires. Dans l'Etat de Sao-Paulo qui est le plus fortement industrialisé, les salaires étaient les suivants en septembre 1925 :

Charpentiers	9 à 14	milreis	par jour
Forgerons	8 à 11	milreis	—
Maçons	9 à 14	milreis	—
Manœuvres	4 à 7	milreis	—

Dans l'agriculture, les salaires mensuels étaient les suivants :

Ouvrier» travaillant sur les machines agricoles	60 à 300	milreis
Ouvriers des plantations de café	45 à 200	—
Ouvrier» ordinaires	50 à 200	—

Les salaires sont différents d'après les régions.

Le mouvement ouvrier est réprimé par tous les moyens. Pendant trois ans, l'état de siège fut maintenu au centre du pays. Quiconque critique le gouvernement dans la presse est arrêté. La propagande socialiste est interdite. Les étrangers qui participent à une grève peuvent être expulsés.

La concurrence entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis

La concurrence entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis pour la conquête du marché brésilien et pour les investissements de capitaux est très violente. Les résultats de cette concurrence sont ainsi résumés :

La participation aux importations brésiliennes a été la suivante, de 1913 à 1923 :

	1913	1922	1923
Grande-Bretagne	24,5	25,8	26,6
Etats-Unis	15,7	22,8	21,2
Allemagne	17,5	8,9	10,4

Nous voyons que la Grande-Bretagne a réussi à maintenir sa participation aux importations brésiliennes, mais que, d'autre part, les Etats-Unis ont réussi à augmenter très fortement la leur.

Ce développement se poursuivra certainement au cours des prochaines années, du fait que le développement de l'industrie brésilienne tend principalement à la création d'une industrie textile et d'une industrie de l'habillement pouvant se suffire à elle-même, ce qui aura nécessairement pour résultat de diminuer les importations britanniques et d'augmenter les besoins du Brésil en machines agricoles, en automobiles, en installations industrielles, pour lesquelles les Etats-Unis sont supérieurs à la Grande-Bretagne.

En ce qui concerne les exportations du Brésil, les Etats-Unis, qui consomment la moitié du café brésilien d'exportation, l'emportent de beaucoup sur la Grande-Bretagne.

En ce qui concerne les investissements de capitaux, la Grande-Bretagne occupe encore la première place, au-dessus des Etats-Unis, et elle fait tous ses efforts en vue de maintenir cette supériorité. La réussite de ses efforts dépendra du développement de la situation financière en Grande-Bretagne. Les emprunts ayant pour but d'élever les prix du café sont systématiquement refusés par les Etats-Unis, mais la Grande-Bretagne les accorde très volontiers.

ARGENTINE

Le deuxième pays le plus important de l'Amérique du Sud pour l'économie mondiale est l'Argentine. L'Argentine a même une plus grande importance pour l'économie mondiale que le Brésil, du fait qu'il n'existe pas de pays où la part du commerce extérieur par tête d'habitant soit plus élevée qu'en Argentine.

De même qu'au Brésil, la population de l'Argentine est très clairsemée. Sur une superficie d'environ 3 millions de kilomètres carrés, n'habitent pas plus de 10 millions d'hommes. C'est un pays encore complètement fermé, dans lequel 15 % de la surface cultivable, tout au plus, ont été livrés à la culture.

Son climat et sa constitution géographique font de l'Argentine le pays de l'Amérique du Sud le plus accessible à la colonisation européenne. C'est pourquoi la population de l'Argentine est une population presque exclusivement blanche. Elle se répartit de la manière suivante :

	1914	1925
Argentins indigènes d'origine européenne	5 185 000	7 350 000
Métis	400 000	350 000
Etrangers presque exclusivement Européens	2 300 000	2 300 000
Total	7 885 000	10 000 000

L'immigration prend des proportions de plus en plus vastes. C'est en partie une immigration saisonnière. Les ouvriers espagnols et italiens viennent à l'époque de la récolte, qui se fait en hiver.

Agriculture

L'Argentine est un pays presque exclusivement producteur et exportateur de produits agricoles. Les immenses surfaces de terres très peu habitées et couvertes d'une herbe abondante offrent la possibilité de l'élevage en grand. Pendant des siècles, le bétail s'était accru presque librement. La viande n'avait, pour ainsi dire, aucune valeur du fait qu'on ne pouvait pas l'exporter. Au XVII^e siècle, dit un écrivain, il y avait tant de moutons qu'on les considérait comme un bien sans propriétaire, complètement abandonnés à eux-mêmes et augmentant ou diminuant selon la rigueur de l'hiver. Seuls, les peaux et le suif, qu'on pouvait exporter, avaient une valeur d'achat. Ce n'est que depuis l'année 1900 que, par suite de l'invention des méthodes de frigorification, la viande devint un article d'exportation et acquit une valeur d'achat.

Depuis cette époque, l'industrie de la viande américaine s'est installée sur le sol de l'Argentine, et créa d'immenses abattoirs sur le modèle américain. Les revenus de l'élevage augmentèrent dès lors très rapidement.

Actuellement encore, l'Argentine est l'un des pays possédant le cheptel le plus riche du monde. Il se composait en 1922 (en millions de têtes) :

Bêtes à cornes	37,1
Moutons	36,2
Chevaux	9,4
Chèvres	4,8
Porcs	1,4

C'est ainsi qu'il y avait 4 têtes de bétail, 4 moutons et 1 cheval par tête d'habitant. Depuis l'incorporation de l'élevage à l'économie mondiale par suite de la découverte des méthodes de frigorification de la viande, on accorde plus d'attention à la qualité de la viande. On importe des étalons de l'Europe et l'élevage est pratiqué tout à fait en grand.

Outre l'élevage, l'agriculture acquiert une importance de plus en plus considérable ces derniers temps, particulièrement depuis la guerre. L'Argentine est aujourd'hui l'un des plus grands pays exportateurs de froment. Sur toute la superficie du territoire propre à l'agriculture et évaluée à plus de 100 millions d'hectares, 20 millions d'hectares seulement sont actuellement cultivés, dont 37 % sont consacrés à la culture de l'alfa (une sorte de luzerne qui sert à la nourriture d'hiver du bétail) et 50 % à la culture des céréales.

La production agricole de ces dernières années est caractérisée par les chiffres suivants :

Surface cultivée (1 000 hectares)

	1909-14	1924-25	1925-26
Luzerne	—	7 225	—
Froment	6 496	7 201	7 769
Maïs	3 325	3 708	—
Lin	1 665	2 559	2 509
Avoine	969	1 071	1 293
<i>Total</i>	<i>12 655</i>	<i>14 539</i>	

Production (1 000 doubles quintaux)

	1909-14	1924-25	1925-26
Luzerne	—	—	—
Froment	40 023	52 020	58 450
Maïs	48 694	47 322	—
Lin	7 994	11 452	19 005
Avoine	7 875	7 759	12 310

La surface cultivée en céréales a augmenté de près de 2 millions d'hectares en dix ans et la récolte a augmenté dans des proportions plus considérables encore.

Les chiffres suivants caractérisent le développement des exportations de produits agricoles (en millions de marks) :

1880	3,2
1890	102,4
1900	309,7
1910	786,3
1914	3 000,0

Une étude plus attentive montre que l'agriculture de l'Argentine se développe de plus en plus dans le sens de l'agriculture européenne. Outre l'élevage, en vue de la production de la viande, et la production des céréales, la production de lait, de beurre, de fromage et les cultures industrielles progressent de plus en plus.

Le Nord de l'Argentine offre de grandes possibilités pour le développement de la culture du coton qui a déjà fait de grands progrès depuis les dernières années.

Industrie

Le développement industriel de l'Argentine est encore relativement faible. Le pays manque de charbon et de minerais. Dernièrement, des fouilles ont été faites par trois grands trusts du pétrole, qui ont donné des résultats. Des dépôts de pétrole ont été découverts. L'industrie argentine est consacrée spécialement à la transformation des produits agricoles. Il existe de grands abattoirs, des fabriques de viandes de conserves, de lait condensé, etc... En 1919, il y avait 48 779 entreprises industrielles occupant, en tout, 410 000 ouvriers. Sur ces entreprises 31 483 appartenaient à des étrangers, 15 763 à des citoyens argentins et 1 533 étaient mixtes. Depuis 1913, on n'a procédé à aucun recensement des usines, mais il est certain que l'industrie s'est fortement développée pendant la guerre. En particulier la production d'objets de cuir, de chaussures, de vêtements, de produits de verre, de produits chimiques et pharmaceutiques, etc... a fait de grands progrès. Le rapport consulaire britannique évalue le nombre de la population ouvrière de Buenos-Aires, en 1924, à 408 398 personnes. Il semble, par conséquent, que l'industrialisation du pays se poursuit très rapidement.

Le commerce extérieur

Comme nous l'avons déjà indiqué, le commerce extérieur de l'Argentine, par rapport au chiffre de la population, est extrêmement important. En 1924, les exportations s'élevaient à la somme de 1 011 millions de pesos-or ; les importations, à 829 millions.

Les exportations de l'Argentine consistent presque exclusivement en produits agricoles : froment et produits d'élevage. Les importations comprennent presque toutes les sortes de produits industriels. C'est ce qui a donné une si grande importance au commerce de la Grande-Bretagne qui est le plus grand importateur de produits alimentaires de l'Argentine. Le commerce avec l'Argentine occupe la seconde place dans les importations de la Grande-Bretagne, après celui des Etats-Unis. Dans les exportations de la Grande-Bretagne, l'Argentine occupe la quatrième place après les Etats-Unis, la France et l'Allemagne. Il est donc tout naturel que l'influence britannique soit très grande dans le pays et que la Grande-Bretagne fasse tous ses efforts en vue de maintenir à son niveau actuel le commerce avec l'Argentine. C'est ce but que poursuivait, entre autres, la visite du Prince de Galles qui a été faite l'année dernière en Argentine.

La concurrence pour la conquête du marché argentin est actuellement extrêmement forte. Tous les pays européens ainsi que les Etats-Unis s'efforcent d'augmenter leurs débouchés en Argentine, d'autant plus qu'on compte que ces débouchés augmenteront avec l'accroissement de la population et l'extension du bien-être. C'est ainsi qu'en ce qui concerne le fer, la Belgique et l'Allemagne, pour les produits textiles, l'Italie, et pour les machines, les Etats-Unis font à la Grande-Bretagne une concurrence de plus en plus acharnée. Le développement général des importations est le suivant :

Participation des importations en Argentine

	1913	1923
Grande-Bretagne	31,0 %	23,8 %
Etats-Unis	14,7 %	29,9 %
Allemagne	16,9 %	13,6 %

Ces chiffres montrent les progrès des Etats-Unis en tant que fournisseur de l'Argentine aux dépens des autres pays européens.

Quoique la Grande-Bretagne, dans ses relations commerciales avec l'Argentine a cet avantage qu'elle peut charger de charbon les navires venant d'Argentine avec des cargaisons de blé, et que les Etats-Unis aient vis-à-vis d'elle cet inconvénient qu'ils ne sont pas des acheteurs directs des principaux produits d'exportation argentins, la viande et le froment, le commerce des Etats-Unis se développe rapidement aux dépens du commerce britannique. Les raisons en sont les mêmes que pour le Brésil. En effet, le développement de l'agriculture argentine crée un grand marché pour les machines agricoles, les installations industrielles, pour lesquelles la Grande-Bretagne ne peut soutenir la concurrence des Etats-Unis.

La monnaie et les finances

De tous les Etats de l'Amérique du Sud, l'Argentine a les meilleures finances. Le budget est à peu près balancé. Le caractère de classe de l'Etat se manifeste, tout comme au Brésil, en ce que les recettes de l'Etat se composent presque exclusivement d'impôts indirects. C'est ainsi que le budget de 1926 prévoit les recettes suivantes (en millions de pesos-papier)...

Droits de douanes : 292

Impôts de consommation sur le tabac, l'alcool, etc : 109

...tandis qu'il ne prévoit pas plus de 68 millions de recettes provenant des impôts directs sur lesquels, d'ailleurs, 40 millions proviennent de l'impôt sur le timbre qui est, au fond, une espèce d'impôt indirect.

La monnaie et les finances

Le système monétaire argentin est rendu très compliqué par le fait de l'utilisation de pesos-or et de papier. Un peso-papier vaut 0,44 peso-or. Mais, le peso-or, du fait qu'il est sous le régime du cours forcé depuis 1914 ne constitue pas une monnaie-or et est exposé, depuis le début de la guerre, à d'assez importantes oscillations. Le peso-papier, qui est en relation fixe avec le peso-or, suit naturellement ses oscillations.

Dans la concurrent entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis pour la conquête du marché argentin, le capital d'importation joue naturellement un très grand rôle. La concentration du capital semble avoir déjà fait, en Argentine, beaucoup plus de progrès qu'au Brésil et surtout dans les autres Etats Sud-américains. C'est ce qu'indique le seul fait que le taux de l'argent est considérablement moins élevé que dans les autres pays.

Au court de ces dernières années le capital américain pénètre de plus en plus en Argentine. En particulier, l'Etat lui-même a émis à quatre reprises différentes, en 1924-25, des emprunts pour une somme totale de 145 millions de dollars aux Etats-Unis, à des conditions d'ailleurs très favorables : 6% d'intérêts pour un cours d'émission allant de 92 à 93 1/2 %. Cependant, nous avons l'impression que le capital britannique domine encore dans le pays. C'est ce que prouve d'ailleurs le fait que la monnaie argentine est liée avec la monnaie britannique et non pas avec la monnaie américaine.

La situation de la classe ouvrière

Sur la situation de la classe ouvrière, nous n'avons que peu de statistiques à notre disposition. Les salaires sont relativement élevés : dans l'agriculture, 6 à 12 pesos-papier par jour. Mais, malgré ces hauts salaires, leur valeur réelle n'est pas très élevée du fait que les produits industriels et les logements sont très chers. Les indications concernant les salaires ouvriers sont assez contradictoires. C'est ainsi que le rapport consulaire pour la ville de Buenos Aires indique comme moyenne le salaire quotidien de 6,5 à 7 pesos. Le salaire minimum des employés de l'Etat est de 6,4 pesos par jour. 20 % environ du revenu est consacré au loyer 50 % aux denrées alimentaires. Les loyers ont augmenté, au cours des dix dernières années, de 50 % ; les prix des vêtements de 86 %.

Le rapport consulaire britannique dit expressément qu'il n'existe pas de travail pour des ouvriers britanniques non qualifiés et, d'une façon générale, pour les immigrants. Si nous relions cela au fait que, depuis la dernière grève des marins de 1934, il n'y a eu aucun grand mouvement de grève en Argentine, on peut conclure que la situation de la classe ouvrière, par suite de l'afflux de émigrés européens et de la mécanisation rapide de l'agriculture argentine, n'est pas favorable.

CHILI

Le troisième pays le plus important de l'Amérique du Sud, au point de vue économique mondiale, est le Chili. Tandis que le Brésil exporte sur le marché mondial principalement du café, l'Argentine du froment et de la viande, l'importance du Chili consiste dans sa production minière : le salpêtre et le cuivre.

Par rapport à l'Argentine et au Brésil, le Chili est un tout petit Etat. Sa superficie ne dépasse pas 750 000 kilomètres carrés.

Sa population est d'environ 4 millions d'habitants, soit 5 habitants par kilomètre carré. Quoique sa population soit plus dense que celle du Brésil et de l'Argentine, elle est encore très clairsemée. Géographiquement, le Chili s'étend sur le rivage occidental de l'Amérique du Sud. Du Nord au Sud, sa longueur est de 4 500 kilomètres, mais sa largeur n'est que de 170 à 400 kilomètres. Sur toute sa longueur, il comprend la puissante chaîne des Cordillères. Ce n'est que sur la mer seulement qu'il comprend une ligne de côte plate. Le pays est entièrement tourné vers l'Ouest. Les relations se font toutes par la mer. Par suite de sa grande extension du Nord au Sud et des grandes différences d'altitude, le climat du Chili est très varié, mais il est, en général, supportable pour les Européens. Le pays comprend de vastes territoires arides qui facilitent la formation des dépôts de salpêtre et de guano.

Sa population comprend 50 000 Indiens, 130 000 étrangers dont 26 000 Espagnols, 12 000 Italiens. 9 000 Allemands et le reste sud-américains, ainsi que des blancs, des créoles et des métis indigènes. En 1920, la population du Chili comprenait 2 millions d'habitants de la campagne et 1 million trois quarts des villes, ce qui montre la forte industrialisation du pays.

L'agriculture

L'agriculture n'a pas, pour le Chili, la même importance que pour l'Argentine. De vastes territoires ne sont pas cultivables par suite de l'abondance des pluies, du caractère rocheux de la terre. 1/6 seulement de toute la surface du Chili est propre à l'agriculture. La surface cultivée comprend 20 millions d'hectares dont plus d'un million est irrigué. Elle se répartit de la façon suivante :

Exploitation	au-dessus de 5 hectares	38 640
—	de 5 à 20 hectares	24 814
—	de 21 à 50 hectares	13 233
—	de 50 à 200 hectares	11 288
—	de 200 à 1 000 hectares	5 012
—	de 1 000 à 5 000 hectares	1 604
—	au-dessus de 5 000 hectares	<u>473</u>
	[total]	95 064

Etant donné que, dans la culture intensive, 20 hectares ne sont pas suffisants pour une famille, 65 % de toutes les exploitations ne possèdent pas assez de terres. Nous n'avons pas de statistiques indiquant la proportion de la répartition du sol, mais il est manifeste que l'immense majorité des terres est aux mains de 2 000 grands propriétaires fonciers et qu'il existe, d'autre part, une couche de paysans pauvres. Quoiqu'il existe encore beaucoup de terres libres, particulièrement au Sud, le prix de la terre est relativement élevé dans les territoires du Centre, soit 3 000 pesos-or par hectare et

4 000 par hectare de terrains irrigués.

Les surfaces cultivées se répartissent de la manière suivante (en mille hectares) :

	1913-14	1923-24	1924-25	1925-26
Froment	412	594	566	608
Orge	62	62	50	51
Avoine	49	41	33	47
Maïs	24	28	24	-
Haricots	-	39	-	-
Luzerne et trèfle	-	338	-	-

Le Chili exporte tous les ans une certaine quantité de froment. En 1923, il en a exporté pour une somme totale de 8 millions de pesos-or.

Outre les céréales, on cultive encore au Chili, la vigne, le sucre de canne et les fruits.

Cheptel

L'élevage n'est pas aussi fortement développé au Chili qu'en Argentine ou en Uruguay. Le cheptel se composait, en 1922, de la façon suivante (en mille têtes) :

Bêtes à cornes	1 995
Moutons	4 569
Chevaux	329
Porcs	263

L'industrie minière

L'industrie minière a une importance prépondérante pour la vie économique du Chili.

La production la plus importante est celle du salpêtre ; elle est principalement aux mains des capitalistes britanniques. Le capital britannique domine également dans les entreprises officiellement chiliennes. Les mines occupent 60 000 ouvriers. La production est d'environ 2 millions de tonnes par an destinées presque complètement à l'exportation. L'invention des méthodes de production de l'azote à l'aide de l'air n'a jusqu'à présent nui en rien à l'exportation du salpêtre du Chili. Les capitalistes font d'immenses profits. L'une des plus grandes sociétés britanniques *Tamarugal* a versé, pendant quatre ans successivement, des dividendes de 35 %. Le Chili conserve encore le monopole mondial du salpêtre et l'Etat est en mesure de prélever des droits d'exportations très élevés sur le salpêtre. En 1925, les recettes de l'Etat, provenant des droits d'exportation de salpêtre, se sont élevées à 85 millions de pesos-or.

L'extraction du cuivre, qui occupe également quelques dizaines de milliers d'ouvriers et représente l'une des marchandises d'exportation les plus importantes, a également une grande importance économique pour le Chili. En outre, jusqu'ici en Amérique du Sud, le Chili a une importante production de charbon, soit plus de 12 millions de doubles quintaux, qui occupe 20 000 ouvriers. C'est ainsi que l'ensemble de l'industrie minière occupe près de 100 000 ouvriers.

L'industrie

L'industrie du Chili est en voie de croissance rapide. Il y avait environ 3 000 grandes entreprises, occupant plus de 70 000 ouvriers et représentant une production annuelle d'environ 1 milliard de pesos-or. Des droits de douanes très élevés, qui atteignent parfois jusqu'à 200 % de la valeur d'importation, servent au développement de l'industrie indigène. Jusqu'ici, l'industrie de transformation des produits agricoles et de l'industrie légère de transformation : chaussures, vêtements, chapeaux, meubles, produits de verres, a réussi à s'installer au Chili. Les machines, les produits métallurgiques, les produits textiles sont importés en grandes quantités de l'étranger.

Le commerce extérieur

Le commerce extérieur du Chili est très important par tête d'habitant. Au cours de ses dernières années, il s'élevait, en millions de pesos-or :

	Importations	Exportations
1913	330	409
1921	381	434
1922	237	332
1923	329	537

Les exportations consistent jusqu'à concurrence de 80 %, en salpêtre et en cuivre. En 1923, le Chili exporta pour 310 millions de pesos de salpêtre et pour 136 million» de cuivre et de minerai de cuivre. Les importations sont constituées par toutes sortes de produits industriels : produits textiles, machines, produits métallurgiques, chimiques, charbon, pétrole, sucre, etc...

La lutte entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis

La lutte entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis pour la conquête du marché du Chili est particulièrement violente. L'ouverture du canal de Panama a donné un grand avantage aux Etats-Unis. Malgré la quantité considérable de capitaux britanniques investis au Chili, le commerce américain supplante de plus en plus le commerce britannique. La participation de ces deux pays au commerce extérieur du Chili est indiquée par les tableaux suivants :

Exportations (pourcentage)

A destination de...	1909	1913	1922
Grande-Bretagne	32,7	38,9	11,8
Etats-Unis	-	21	36
Allemagne	-	22	7

Importations de (pourcentage)

	1909	1913	1922
Grande-Bretagne	36,5	30	24
Allemagne	-	24,5	14
Etats-Unis	-	16,7	26,8

Le budget et la monnaie

Le budget chilien comporte, depuis la fin des années de guerre, un fort déficit ; 1925, 94 millions de pesos-papier ; 1926, 159 millions (approximativement),

Le déficit a été couvert, jusqu'ici, par des emprunts intérieurs et extérieurs, à l'occasion desquels le capital américain pénètre de plus en plus dans le pays, aux dépens du capital britannique.

La monnaie est nominalement basée sur l'or. Un peso-or vaut 18 pence anglais. Mais la véritable monnaie est le peso-papier, dont le cours a évolué de la manière suivante :

Parité	13,33 pour une livre sterling.
1918	16,27 "
1920	19,30 "
1922	37,13 "
1923	37,08 "
1924	41,42 "
1925	40,90 "
1926 (mars)	39,0 "

Par conséquent le peso est tombé à un tiers de sa valeur-or, mais ces derniers temps il s'est quelque peu amélioré.

La situation de la classe ouvrière

Le Chili est de tous les Etats de l'Amérique du Sud celui qui possède le prolétariat industriel le plus concentré et où, par conséquent, les luttes de classe sont les plus violentes. Comme dans tous les pays de l'Amérique Latine, le Chili a connu un grand nombre de révolutions et de contre-révolutions. La dernière s'est produite en 1925 ; il s'agissait d'une lutte menée par la bourgeoisie moyenne, orientée vers l'Amérique, contre la grande bourgeoisie orientée vers la Grande-Bretagne. Mais lorsque la classe ouvrière intervint dans la lutte, toutes les couches de la bourgeoisie s'unirent contre elle. Il en résulta une campagne sanglante contre les ouvriers des territoires du Nord., au cours de laquelle des milliers d'ouvriers furent emprisonnés et massacrés.

Les salaires ouvriers sont très bas : 5 à 8 pesos par jour, alors qu'un kilogramme de viande coûte 5 pesos. Les produits industriels sont également très chers, à cause des droits de douanes élevés. La situation de la classe ouvrière est très mauvaise. C'est pourquoi l'immigration est très faible.